

Rapport annuel 2000

Préface

Vue d'ensemble 2000

Relever les défis

Communication: rencontrer les décideurs

Construire des éléments pour l'avenir

Annexe:

1. Budget 2000 de la Fondation
2. Conseil d'administration
3. Programme de travail 2000
4. Comité d'experts
5. Personnel
6. Réunions de recherche de la Fondation
7. Conférences internationales
8. Publications



FONDATION EUROPÉENNE
pour l'amélioration des conditions de vie et de travail

La Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail est un organe autonome de l'Union européenne, créé pour aider à l'élaboration de politiques liées aux problèmes de société et du travail. Pour tout renseignement supplémentaire, veuillez consulter le site web de la Fondation à l'adresse suivante (<http://www.eurofound.ie/>).

La Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail a été créée par le règlement (CEE) n° 1365/75 du Conseil de ministres. L'article 2 précise que:

1. La Fondation a pour mission de contribuer à la conception et à l'établissement de meilleures conditions de vie et de travail par une action visant à développer et à diffuser les connaissances propres à aider cette évolution
2. Dans cette perspective, les tâches de la Fondation sont de développer et d'approfondir, à la lumière de l'expérience pratique, les réflexions sur l'amélioration du milieu de vie et des conditions de travail à moyen et à long terme et de déceler les facteurs de changement. Dans l'exécution de ces tâches, la Fondation tient compte des politiques communautaires en ces domaines et elle éclaire les institutions de la Communauté sur les objectifs et les orientations envisageables en leur transmettant notamment les connaissances scientifiques et les données techniques.

Les dispositions de l'article 13.1 du règlement stipulent que le conseil d'administration doit adopter chaque année un rapport général sur les activités, la situation financière et les perspectives de la Fondation européenne. Le présent rapport, qui couvre l'année 2001, a été présenté au conseil d'administration de la Fondation, qui l'a adopté lors de sa soixante-cinquième réunion le 27 mars 2001.

Conformément à l'article 13.2 du règlement, le rapport est communiqué aux institutions de l'UE et au Comité économique et social.




Préface

L'année dernière s'est caractérisée à la Fondation par la consolidation ainsi que le changement, alors que nous menions à terme notre programme de travail pour 1997-2000 intitulé «Relever les défis de la société européenne», et que nous préparions et adaptions notre nouveau programme quadriennal pour 2001-2004 intitulé «Analyser et anticiper les changements pour soutenir les progrès socio-économiques».

Les programmes de travail de la Fondation reflètent notre réponse vis-à-vis de la nature changeante du progrès social en Europe. Ces quatre dernières années, l'objectif de la politique sociale européenne a été de gérer le changement structurel tout en minimisant les conséquences sociales négatives. Dans les années à venir, l'Europe aura besoin de politiques sociales pour renforcer la croissance économique.

La longévité et la maturité peuvent engendrer l'autosatisfaction, qui est l'ennemi de l'innovation et de l'imagination. Pendant l'année 2000, alors que la Fondation célébrait le vingt-cinquième anniversaire de sa création, nous avons pu réfléchir sur le rôle et la contribution de la Fondation en tant qu'instigateur de politiques, centre d'expertise, créateur de réseaux et lieu de débat.

Nous avons synthétisé les points forts de la Fondation et isolé ses faiblesses pour préparer une révision approfondie de sa structure interne et de son «système opérationnel» - le programme quadriennal. La commémoration des vingt-cinq ans d'existence s'est révélée un tremplin de changement au sein de la Fondation. Au cours de l'année dernière, l'organisation a été simplifiée dans le contexte du nouveau programme quadriennal de travail qui a été préparé et adopté en 2000. Dans le nouveau programme, les trois grands domaines, c'est-à-dire conditions de travail, conditions de vie et relations industrielles, fourniront la structure générale de travail.

Alors que la Fondation dispose déjà d'un ensemble important d'expertise dans chacun de ces domaines, de futurs développements renforceront cette expertise en la focalisant et en améliorant encore sa cohérence.

Le grand principe du nouveau programme est le rôle de la politique sociale comme facteur de productivité. Dès le départ, les travaux de la Fondation ont reconnu et préconisé que l'Europe doit s'investir dans la qualité, et non seulement dans la quantité, afin de créer une économie saine et durable. Nos travaux ont montré qu'il est nécessaire de se focaliser sur les aspects qualitatifs plutôt que quantitatifs des conditions de vie et de travail.

L'Agenda pour la politique sociale européenne, qui représente une cartographie de la stratégie et de l'action européennes dans les domaines de l'emploi et social, a maintenant identifié la qualité du travail, de la politique sociale et des relations industrielles comme les moteurs d'une Europe forte et inclusive. Étant donné son expertise dans ces domaines, la Fondation a été identifiée comme une contribution importante pour répondre aux objectifs de l'Agenda.

Un grand objectif de l'Agenda est de mettre au point une démarche positive et proactive vis-à-vis du changement en promouvant une information adéquate à l'intention des entreprises et des employés. La Fondation a été retenue pour créer l'observatoire européen du changement, qui sera le mécanisme principal pour fournir une information, des données et des analyses sur le changement industriel pour les partenaires et les décideurs en Europe.

Néanmoins, le défi actuel a pour objectif d'intégrer les résultats des travaux de la Fondation dans le processus de décision. Pour réaliser notre efficacité optimale, garantir notre influence et notre pertinence pour l'avenir, la Fondation devra toujours livrer un produit de qualité, cohérent et pertinent grâce à un réseau de communication qui anticipe et répond aux besoins des décideurs.

On reconnaît maintenant que la politique sociale est un facteur de la politique économique. S'exprimant sur le rôle passé et futur de la Fondation, lors de la conférence pour célébrer notre vingt-cinquième anniversaire, la commissaire Anna Diamantopoulou déclara: «Une bonne politique - passée et future, nationale et européenne - ne peut que s'appuyer sur une bonne analyse. Une bonne exécution exige le partenariat à tous les niveaux. Une bonne mise en œuvre exige de la pertinence.» Après la restructuration mise en place en 2000, nous sommes convaincus que la Fondation est maintenant prête à tous les défis. Armés de notre programme de travail pour 2001-2004, nous attendons le moment de répondre aux demandes des décideurs européens.

Raymond-Pierre Bodin
Directeur

Eric Verborgh
Directeur adjoint




Vue d'ensemble 2000

En 2000, la Fondation a mis en œuvre la dernière phase du programme quadriennal 1997-2000, intitulé «*Relever les défis de la société européenne*». Comment gérer les changements dans une société qui évolue rapidement était le thème prédominant des projets de ce programme qui se concentraient sur six grands défis: emploi, égalité des chances, santé et bien-être, développement durable, cohésion sociale et participation.

Un instigateur de politiques

Dans chaque défi, la Fondation a entamé des travaux qui sous-tendent des politiques, définissent des préoccupations, examinent des options et de grandes orientations. Les projets retenus doivent être pertinents par rapport au développement des politiques.

L'identification des tendances est la première étape vers l'instigation des politiques, en faisant ressortir à l'attention des décideurs les thèmes qui doivent faire l'objet d'actions dans le domaine politique. Les tendances dans les défis sont identifiées par la Fondation par des outils tels que des enquêtes, des études de cas, des recherches comparatives et nationales.

Dans l'emploi, on observe de grands changements dans les conditions de travail, le statut de l'emploi, la participation sur le lieu de travail, l'organisation du travail et les systèmes de protection sociale, étant donné la nécessité de créer et de soutenir l'emploi.

L'économie européenne se fonde maintenant sur la connaissance et évolue vers le travail 24 heures sur 24. La Fondation cherche à anticiper les problèmes qui découlent de ces changements fondamentaux sur la question de savoir comment, quand et où nous travaillons et les impacts sur la qualité de la vie et du travail.

Un ensemble de connaissances européennes

La Fondation vise à fournir aux décideurs des perspectives européennes. Il s'agit d'élaborer et de maintenir un ensemble de connaissances pour fournir une analyse et une direction grâce à une approche intégrée en ce qui concerne l'emploi et les affaires sociales en Europe.

L'an dernier, la Fondation a étendu ses connaissances dans les six domaines et également renforcé sa capacité de diffuser ses connaissances à son public de décideurs. Alors que 2000 marquait la dernière année du programme quadriennal, plusieurs projets sont arrivés à leur conclusion, et de nombreux travaux avaient pour but une diffusion efficace des résultats et des conclusions à l'intention des décideurs européens.

Pour maintenir cet ensemble de connaissances, des travaux importants ont permis d'élaborer une base de données et de ressources pour stocker et rendre accessibles les données de la Fondation. Pendant 2000, le projet a fait des progrès considérables et la base de données fonctionnera au début de 2000. Le stockage et l'extraction des recherches et de l'information de la Fondation donnent unité et continuité aux travaux précédents et en cours.

Un créateur de réseaux

En raison de sa composition qui est unique, la Fondation est un réseau constitué des partenaires sociaux, des gouvernements et de la Commission européenne. Le conseil d'administration, de par sa structure tripartite, regroupe les démarches des acteurs européens pour guider et suivre les travaux de la Fondation. En outre, la Fondation est un réseau de chercheurs européens qui recueillent et analysent les données européennes sous sa direction.

Dans ce cadre, la Fondation a développé son propre ensemble de réseaux spécialisés. Dans le domaine des relations industrielles, l'Observatoire européen des relations industrielles (EIRO) est considéré maintenant comme une source primordiale d'information pour les décideurs et les praticiens. En 2000, une enquête d'usagers a démontré son importance croissante comme source européenne d'information sur les relations industrielles. La Fondation a également fait bénéficier de son expertise EWON, le réseau européen pour l'organisation du travail, dont elle est membre fondateur.

Répondant à une invitation de la Commission, soutenue par la réunion du Conseil européen au sommet de Nice, le Parlement européen et les partenaires sociaux européens ainsi que le conseil d'administration de la Fondation ont mis en route la création de l'observatoire européen du changement.

L'élargissement et la contribution que la Fondation peut apporter à la transition vis-à-vis des pays candidats ont été encore renforcés cette année. Dans le cadre de sa volonté de contribuer à l'élargissement, la Fondation a décidé de renforcer des projets pertinents pour l'Europe centrale et orientale, et elle a déjà mis au point des réseaux par son échange de programmes d'information.



Un lieu de débat

Confrontation et débat sont essentiels pour les travaux de la Fondation et la réalisation de ses objectifs par ses parties prenantes représentées au conseil d'administration. Un débat animé est une activité centrale pour identifier, analyser et ratifier le programme de travail de la Fondation, ses conclusions et ses résultats.

Dès le départ, toutes les activités de recherche de la Fondation sont soumises à des analyses et à des débats au conseil d'administration; ses débats, ceux du comité d'experts et des comités consultatifs sont un élément majeur permettant de définir la direction des recherches de la Fondation, le suivi de ses progrès et de son évaluation.

Chaque domaine thématique a contribué au débat politique européen par sa contribution à des conférences, à des séminaires et à des ateliers.

Nouvelle direction - Nouveau directeur

Raymond-Pierre Bodin a été nommé directeur de la Fondation par la Commission européenne en mars et est entré en fonctions en mai comme troisième directeur de la Fondation. Il remplace Clive Purkiss, qui a pris sa retraite en 1999. Entre-temps, Eric Verborgh était directeur faisant fonction et a maintenant repris son poste de directeur adjoint.

Le directeur est entré à la Fondation à un moment important de son développement: la préparation du programme de travail était déjà avancée et une refonte de la structure de la Fondation était nécessaire pour sa mise en œuvre.

La structure organisationnelle dicte les perspectives organisationnelles: la restructuration s'est focalisée sur l'orientation du travail de la Fondation qui doit être bien défini et concerner ses publics cibles. Une identification claire des rôles, une structure de travail transparente, des liens forts et des échanges mutuels entre toutes les sections de la Fondation sont les principes qui sous-tendent le changement organisationnel mis en œuvre.

Le point de départ de ce nouveau cadre est la restructuration des travaux de la Fondation dans trois grands domaines: conditions de vie, conditions de travail et relations industrielles. Dans sa structure, le personnel de recherche de la Fondation est divisé en trois équipes, chacune dirigée par un coordonnateur: Robert Anderson pour les conditions de vie, Pascal Paoli pour les conditions de travail, Stavroula Demetriades pour les relations industrielles.

Dans ces changements structurels, il est nécessaire de renforcer le lien entre recherche et communication pour garantir la transmission de messages forts au public clé de la Fondation.





Relever les défis

Emploi

La préoccupation essentielle de la Fondation est de promouvoir la qualité de l'emploi, étant donné qu'il est nécessaire en Europe de garantir une concurrence dynamique couronnée de succès dans une économie globale.

L'emploi est resté la priorité essentielle à l'ordre du jour de la Fondation pour 2000. Avec un taux de chômage de 9 % et un taux moyen peu élevé d'emploi de 62 %, des thèmes tels que la participation sur le marché du travail, l'organisation du travail, la création d'emploi dans les PME, la flexibilité, la conciliation de la vie professionnelle et familiale sont des points forts du programme de travail de la Fondation.

Les problèmes d'emploi se retrouvent dans toute la gamme des travaux de la Fondation. Certains ont été examinés dans des projets maintenant terminés ou qui vont donner leurs premiers résultats en 2000, tels que l'enquête «Options d'emploi pour le futur», l'étude sur les pactes pour l'emploi et la compétitivité (PEC), la participation financière et le potentiel de création d'emploi des microentreprises.

La participation sur le marché du travail est un facteur critique dans le développement durable de l'économie européenne. En 2000, une analyse détaillée des données recueillies dans l'enquête «*Options d'emploi pour le futur*» a fait ressortir des implications politiques et stratégiques significatives; les contraintes principales en ce qui concerne la participation sur le marché du travail identifiées par l'enquête découlent de divergences entre le modèle actuel du temps de travail, la demande pour une flexibilité importante et une réduction du temps de travail, le



chômage à long terme et le manque de compétences des chômeurs. Le travail en indépendant a également été souligné comme un domaine dans lequel les incitations pourraient stimuler la croissance par des politiques économiques; une analyse des résultats de l'enquête montre que plus en plus d'individus sont prêts à assumer les risques liés au travail indépendant. Les résultats de l'enquête, qui ont des implications importantes pour les problèmes de genre, ont fait l'objet de rapports complets ou de résumés comme contributions au débat.

Les aspects qualitatifs de la création d'emploi sont une préoccupation essentielle du travail de la Fondation sur l'emploi. On reconnaît que les petites entreprises fournissent l'opportunité la plus importante de création d'emploi, et que la qualité de l'emploi dans les microentreprises doit faire l'objet d'examens attentifs. L'étude intitulée «*Les emplois dans les microentreprises de l'UE: compromis entre quantité et qualité*» a étudié le rapport entre création d'emploi et qualité de l'emploi.

Les études de cas nationales, terminées en 2000, prouvent que les microentreprises ont besoin d'un supplément d'appui structurel si elles veulent réaliser leur potentiel d'emploi en termes qualitatifs. Les conclusions du projet sont importantes car elles portent sur un domaine jusqu'ici négligé qui offre un potentiel considérable.

Les modalités du temps de travail et le temps de travail sont essentiels dans les conditions de vie et de travail: l'augmentation du travail à temps partiel (volontaire et involontaire), les horaires irréguliers et imprévisibles, la journée de 24 heures ont des impacts significatifs sur la qualité de la vie et du travail. Plusieurs projets de la Fondation ont étudié différentes facettes de ces implications, à la fois pour les hommes et les femmes.

BEST, périodique sur les problèmes du temps publié par la Fondation, a recueilli des données de recherche sur l'importance des politiques du temps urbain en Europe (Allemagne, France, Italie, Pays-Bas et Finlande), y compris des démarches novatrices pour synchroniser les horaires de travail et les horaires de vie dans son premier volume intitulé «*Le temps dans la cité*». Le deuxième numéro de *BEST*, intitulé «*Travail posté et santé*», a publié les résultats des enquêtes sur la santé et des études sur les effets à long terme du travail posté: sommeil, fatigue, digestion, problèmes cardiaques, vie sociale et familiale, problèmes psychologiques.

Dans le contexte de la stratégie de l'emploi de l'Union européenne, un nombre croissant de conventions collectives, *les pactes pour l'emploi et la compétitivité* (PEC), ont été signées dans plusieurs États membres aux niveaux national, sectoriel, de l'entreprise et du lieu de travail. Les PEC ont adopté la démarche du partenariat afin d'améliorer la compétitivité et de protéger l'emploi.

À la suite des recherches approfondies sur la nature et l'étendue des PEC dans onze États membres, la Fondation a organisé en 2000 des réunions à haut niveau, dont une conférence de presse de deux jours sous les auspices de la présidence française et une conférence en Italie en collaboration avec le ministère des transports pour diffuser les résultats. Les conclusions

suggèrent que les PEC ont une contribution à apporter à la négociation dans le climat actuel de concurrence intensifiée en Europe, en combinant de nouveaux développements dans les relations industrielles avec une politique active, fiscale, industrielle et du marché du travail.

Égalité des chances

La Fondation a pris en charge les problèmes de genre dans tous les problèmes pertinents en ce qui concerne les défis. Les problèmes d'égalité font partie intégrale de l'emploi, de la cohésion sociale, de la santé, du bien-être, de la participation. Cette démarche montre qu'il est nécessaire d'adopter des politiques et des stratégies sur le lieu de travail et dans la collectivité pour adopter une démarche sensible à l'égalité.

L'accroissement de la participation sur le marché du travail par les femmes et le besoin de fournir des solutions pour combiner la vie au travail et la vie de famille ont été des points forts de l'analyse approfondie des résultats de l'enquête «Options d'emploi pour le futur» en 2000.

En 2000, un grand projet, intitulé «*Emploi, famille et activités communautaires*», a étudié dans quelle mesure la création d'emploi dans les services aux personnes (activité traditionnellement non rémunérée) permet de combattre le chômage et l'exclusion sociale. L'étude a examiné comment cette nouvelle forme d'emploi est liée à la promotion de l'égalité des chances et à la conciliation de la vie professionnelle et familiale entre les femmes et les hommes. Elle s'est focalisée sur le développement de ce secteur dans tous les États membres dans cinq domaines: garde d'enfants, assistance aux personnes âgées, soins du ménage, entretien et courses. Le rapport de synthèse a été préparé, et sa publication au début de 2001 stimulera le débat dans un domaine jusqu'ici négligé.

Les problèmes d'égalité sont également un élément important des travaux de la Fondation dans les domaines des relations industrielles et de l'organisation du travail. Des analyses de CEE (comités d'entreprise européens) entreprises par la Fondation montrent que les femmes commencent à jouer un rôle plus actif dans les négociations sur le lieu de travail et que les problèmes de genre prennent de l'importance.

Santé et bien-être

Maintenir la qualité de la vie au travail à l'ordre du jour en Europe est essentiel pour les travaux en cours sur la santé et le bien-être. Les nouvelles exigences et une accélération du rythme du travail ont des influences profondes sur la santé et le bien-être des travailleurs. Vu l'accroissement de la concurrence au niveau mondial, la Fondation a besoin d'une force de travail en bonne santé dans un environnement de travail correct.

Au cours des dix dernières années, la Fondation, dans son projet intitulé «*Suivi des conditions de travail dans l'UE*», a commandé des enquêtes européennes sur les conditions de travail pour fournir des données harmonisées et originales afin d'identifier les domaines et les tendances



émergentes des conditions de travail et de la santé. Entreprises en 1990, en 1995 et en 2000, ces enquêtes donnent une vue d'ensemble des conditions de travail en Europe pendant une période de mutation radicale sur le lieu de travail. Ces données donnent des informations détaillées sur les secteurs, les problèmes d'égalité, les conditions de travail, l'organisation du travail, le temps de travail, information utilisée de manière approfondie à la Fondation et par d'autres institutions et agences. Les enquêtes sur les conditions de travail sont reconnues comme un point de référence important dans ce domaine.

En 2000, la Fondation a mené la troisième enquête européenne en interrogeant un échantillon représentatif de salariés et d'indépendants (21 500 personnes) dans tous les États membres. La première analyse des résultats s'est terminée en 2001. Ils indiquent que les conditions de travail ne s'améliorent pas et mettent en relief les conséquences négatives de l'intensification du travail, de la flexibilité et de l'environnement de travail.

Cette recherche quantitative (analyse statistique des données recueillies par le biais d'enquêtes) se combine également à une recherche qualitative (descriptions et analyses nationales ou au niveau de l'entreprise) pour avoir une compréhension plus approfondie des conditions de travail. Un projet connexe, intitulé «*Politiques de l'emploi et conditions de travail*», a porté sur une étude qualitative et comparative dans sept États membres pour examiner l'impact des stratégies de flexibilité sur les conditions et les contrats de travail. Selon ces conclusions publiées en 2000, les formes flexibles d'emploi se sont considérablement multipliées, et il existe un lien étroit entre ces formes d'emploi et de mauvaises conditions de travail.

Participation

Une participation effective de la part de tous les acteurs sociaux est fondamentale pour le dialogue social européen. Dès le départ, la Fondation a étudié et analysé les structures existantes et nouvelles d'une participation effective. En 2000, elle a poursuivi ses travaux dans trois domaines: évaluation des comités d'entreprise européens, implications de l'Union économique et monétaire pour les relations industrielles, participation financière comme mesure pour promouvoir la compétitivité.

L'Union économique et monétaire est sans aucun doute un développement très important au niveau européen. Mais, jusqu'ici, on a très peu étudié ses implications et son impact sur l'emploi, les relations industrielles, les conditions de travail dans les secteurs public et privé. L'étude de la Fondation, intitulée «*Implications sociales de l'UEM*», a porté sur cet impact afin de faciliter le débat entre les partenaires sociaux et les décideurs nationaux et européens sur les effets sociaux de l'UE. En général, les études suggèrent que, lorsque l'UEM est considérée comme un processus continu qui implique l'établissement d'un marché européen unique, son impact sur les relations industrielles paraît très conséquent. L'«*européanisation*» probable des relations industrielles, reflétant le développement du marché européen unique, a de grandes implications politiques pour l'avenir.

Les recherches en cours sur le projet «*Information et consultation dans les multinationales européennes*», entrepris en collaboration avec la Commission européenne, suggèrent que la qualité et l'efficacité des comités d'entreprise européens augmentent. La Fondation et la Commission ont publié en commun leurs conclusions dans le rapport intitulé «*La négociation dans les comités d'entreprise européens*».

En 2000, on a également mis l'accent sur la diffusion des résultats et on a stimulé le débat dans les multinationales et chez les partenaires sociaux.

La participation a également un rôle à jouer pour mettre au point des instruments afin d'affronter le chômage et de promouvoir la compétitivité par le partenariat entre la direction, les représentants, des travailleurs et les décideurs aux niveaux européen et national. Le travail de la Fondation sur les pactes pour l'emploi et la compétitivité (voir section sur l'emploi) a permis de mieux comprendre les processus et la valeur d'une démarche participative.

Cohésion sociale

La cohésion sociale est importante pour le développement de l'Europe sociale, et on reconnaît maintenant qu'elle est essentielle pour la compétitivité économique. Les travaux de la Fondation identifient des mesures efficaces et pratiques pour combattre l'exclusion en s'inspirant d'exemples de bonnes pratiques et d'études de cas, en examinant les rôles et les responsabilités des parties prenantes: gouvernements aux niveaux local, régional et national, ONG, autres prestataires de services dans les secteurs de l'économie privée ou sociale, syndicats, organisations de consommateurs ou d'utilisateurs.

Une grande partie du travail en 2000 visait à apporter une contribution au niveau européen par la diffusion et en analysant les résultats de développements novateurs dans la pratique et la théorie.

Le rapport «*Les services publics sociaux*» examine les impacts des changements et les réformes dans les services publics de protection sociale (santé, éducation, services sociaux, logement, emploi, aide sociale) sur les usagers et les prestataires de services. Ce rapport étudie comment des services adaptés ont été mis au point pour répondre aux besoins de quatre groupes - personnes âgées vivant seules, adultes souffrant de maladies mentales, adultes handicapés mentaux, jeunes chômeurs -, notamment par une meilleure implication des usagers et une meilleure intégration des services.

Le rapport de synthèse, préparé en 2000, se concentre sur le mélange de prestations et de partenariats entre l'État, la collectivité, la prestation de services dans le bénévolat et le marché privé. Il examine les effets de la réforme sur les conditions de travail et la qualité des services ainsi que des initiatives afin d'améliorer la qualité.

Le rapport entre emploi, prestations sociales et mesures d'activation a été analysé dans le projet intitulé «*La coordination dans les démarches intégrées pour relier les politiques du travail et de*



l'aide sociale», qui a cherché à définir des mécanismes pour la coordination efficace aux niveaux de la planification, de la transmission, du suivi et de l'évaluation.

L'étude est divisée en quatre grands domaines: examen des programmes d'aide sociale soumis à un examen des ressources; politiques d'activation et expériences de ceux qui appliquent ces politiques à différents niveaux; illustration d'initiatives et de coordination par le biais d'études de cas; conclusions et recommandations.

Développement durable

Renforcer la sensibilisation et faciliter le changement chez les partenaires sociaux, surtout dans le secteur des PME, est l'objectif clé du programme de travail de la Fondation dans le domaine du développement durable. Il s'agit de faire progresser des politiques durables en identifiant des mesures efficaces et en faisant leur promotion dans l'industrie.

L'instrument clé pour promouvoir la durabilité, le développement durable en ligne (<http://susdev.eurofound.ie>), a été développé cette année. Il est considéré maintenant comme l'accès web le plus important en Europe pour l'information sur la durabilité, avec 2 000 membres inscrits et plus de 1 000 sites dans le monde. Les cinq bases de données en ligne - conférences, réseaux, outils, formation, appui aux PME - ont attiré en moyenne plus de 1 500 sessions d'utilisateur par semaine.

La Fondation a accueilli la conférence européenne sur le développement durable, les PME et les nouvelles entreprises, au cours de laquelle la contribution de celles-ci à la durabilité au cours des quatre dernières années a été débattue par les partenaires sociaux et des experts. Le débat s'est focalisé sur les difficultés et les opportunités pour les petites et moyennes entreprises lorsqu'il s'agit de s'adapter à une démarche plus durable.

Un résumé du travail intitulé «*Les instruments économiques et fiscaux pour le développement durable*», projet de la Fondation sur le recours aux instruments fiscaux et économiques pour améliorer l'environnement de travail, a été publié. La recherche a analysé les instruments économiques existants et possibles dans les États membres de l'UE et évalué leur efficacité des points de vue de l'environnement externe et de l'environnement de travail.

EIRO - Observatoire européen des relations industrielles

L'*EIRO* recueille, stocke, diffuse et fournit un accès à l'information sur les relations industrielles dans les quinze États membres de l'UE, plus la Norvège, et aux niveaux européen et international. L'*EIRO* est un réseau, composé de seize centres nationaux et d'un centre européen, d'où l'information et l'analyse arrivent dans une unité centrale à la Fondation européenne. Cette information est alors traitée et enregistrée dans une base de données, *EIRO*Online, qui est diffusée par la Toile comme moyen principal de diffusion.

Tous les mois, les centres nationaux de l'EIRO présentent des articles, soit en bref ou sous forme de nouvelles, sur les manifestations et les problèmes en matière de relations industrielles dans leurs pays pendant ce mois. L'EIRO entreprend également des études périodiques comparatives et des actualisations annuelles sur des thèmes, et il publie également un rapport annuel.

L'EIRO est en cours depuis 1996. Il a été lancé sur la Toile en janvier 1998 et contient plus de 3 500 enregistrements à cette date (décembre 2000). Avec 1 650 usagers inscrits (décembre 2000) et une moyenne de 18 635 sessions d'usagers mensuels (décembre 2000), c'est maintenant un site web couronné de succès. Sa réputation a été confirmée par l'enquête sur les usagers de l'EIRO de cette année: environ 60 % des usagers de l'EIRO interrogés estiment qu'EIROOnline est la source la plus utile d'information sur les relations industrielles.

En 2000, le rapport annuel de l'EIRO a été publié en allemand, en anglais et en français. Six numéros d'EIROObserver ont donné des suppléments comparatifs sur: les agences intérimaires en Europe, les relations industrielles dans les chemins de fer, l'égalité des chances, la négociation collective, la stratégie européenne de l'emploi; la politique des salaires et l'UEM; la délocalisation des relations industrielles dans l'industrie automobile; les relations industrielles et la force de travail vieillissante: vue d'ensemble sur les mesures prises pour lutter contre la discrimination de l'âge dans l'emploi. Ces études comparatives sont disponibles sur EIROOnline en allemand, en anglais et en français.

Trois actualisations annuelles sur les salaires, le temps de travail et les conflits au travail ont été publiées au début de cette année sur EIROOnline.

Pendant l'année, quatre manifestations de l'EIRO ont eu lieu à Bruxelles, à Stockholm, à Berlin et à Paris; elles étaient organisées avec la collaboration des centres allemand, français et suédois de l'EIRO. Les publications et le site web de l'EIRO ont été présentés à de grandes conférences dans l'Union européenne et au douzième congrès mondial de l'IIRA à Tokyo.




Communication: rencontrer les décideurs

La politique de communication de la Fondation a pour objectif de fournir aux décideurs une information cohérente et pertinente sur l'amélioration des conditions de vie et de travail, notamment en Europe.

Liens avec les institutions et les agences de l'UE

La Commission européenne a un lien juridique avec la Fondation par sa représentation au conseil d'administration de la Fondation. En cette capacité, elle est étroitement impliquée dans la formulation des programmes de travail de la Fondation qui comprenaient en 2000 la préparation et l'adoption du septième programme quadriennal. La commissaire Anna Diamantopoulou et la directrice générale pour l'emploi, Odile Quintin, ont pris la parole au séminaire du vingt-cinquième anniversaire de la Fondation en septembre à Bruxelles. La Commission a invité la Fondation à prendre la parole à son «Forum de liaison du dialogue social». Des manifestations conjointes sur les relations industrielles à Stockholm (mai), à Berlin (octobre) et à Paris (novembre) ont été organisées par la Commission et la Fondation. La Fondation participe toujours activement au réseau européen pour l'organisation du travail (EWON) géré par la Commission.

Les présidences portugaise et française, pendant lesquelles la Fondation a assumé une forte présence aux grandes manifestations liées à son programme de travail, ont fourni les points essentiels d'une collaboration avec le Conseil en 2000. Les membres de la Fondation ont contribué aux manifestations et aux conférences de la présidence portugaise sur la conciliation de la vie professionnelle et familiale, au lancement d'EQUAL, initiative du Fond social européen pour traiter les inégalités sur l'emploi, et à une conférence sur les nouvelles implications des changements affectant le lieu de travail. Pendant la présidence française, le directeur était le médiateur principal du Forum international du travail et de la santé à Paris, et il a fait une présentation intitulée «Avons-nous besoin d'euro-règlements?» à la réunion «Fusions et

restructurations en Europe: faut-il de nouvelles régulations sociales?». Sous les auspices de la présidence française, la Fondation a organisé une conférence à haut niveau intitulée «Le rôle des pactes pour l'emploi et la compétitivité» à Paris en décembre 2000.

Les rapports avec le Parlement européen se sont concentrés sur la commission de l'emploi et des affaires sociales. En janvier, la Fondation a inauguré un nouveau système mensuel d'information électronique à l'intention des membres de cette commission et mis en place des plans pour renforcer ce service. En tant que membre de la commission, Bartho Pronk, parlementaire européen, nommé pour servir de lien avec la Fondation, est venu à Dublin pour présenter les travaux de la commission. La Fondation a également fait une présentation officielle à la commission des budgets.

En décembre, le directeur et le directeur adjoint ont rendu visite au Comité économique et social pour informer ses membres sur le nouveau programme quadriennal de la Fondation. Après cette visite, la section des affaires sociales a annoncé son intention de venir à la Fondation au début de 2001 pour débattre des domaines de coopération.

Les contacts ont été maintenus avec les autres agences de l'Union européenne. Les conseils d'administration de la Fondation et de l'Agence européenne pour la santé et la sécurité au travail (Bilbao) sont convenus de renouveler leur mémorandum d'accord qui définit la base de la coopération entre ces deux institutions. La participation mutuelle aux réunions des conseils d'administration et la collaboration sur certains projets se sont poursuivies pendant l'année. En février et en octobre, de hauts fonctionnaires des agences se sont réunis pour débattre de problèmes d'intérêt commun. En février, les directeurs ont rencontré le secrétaire général et les directeurs généraux de la Commission intéressés pour débattre des conséquences de la réforme administrative de la Commission, de l'élargissement, des procédures budgétaires et du statut du personnel.

Liens avec les partenaires sociaux

Les confédérations européennes des partenaires sociaux travaillent étroitement avec la Fondation. Les représentants de l'UNICE et de la CES ont le statut d'observateur au conseil d'administration, et, en 2000, ils ont participé à ces trois plénières et aux six réunions du Bureau. Les partenaires sociaux de chaque État membre sont également représentés au conseil et ainsi impliqués de manière continue dans le travail de la Fondation. Le Centre européen des entreprises à participation publique (CEEP) est venu à la Fondation pour échanger des informations et débattre des domaines de coopération entre les deux organisations.

Liens avec les États membres

Une communication permanente avec les gouvernements des États membres est cruciale si l'on veut garantir la pertinence des travaux de la Fondation en Europe. En 2000, le directeur a commencé un programme de visites par pays qui se poursuivra en 2001. À sa nomination en mai, il a tenu des réunions avec des membres du gouvernement irlandais, dont le premier ministre adjoint et ses conseillers politiques du ministère de l'emploi et de l'entreprise. En août, sur l'invitation du ministre suédois de l'industrie, de l'emploi et des communications, le directeur a rencontré les directeurs de ces ministères et du ministère des affaires sociales ainsi que des



représentants des partenaires sociaux. En outre, il a tenu des réunions avec le ministre italien du travail et les partenaires sociaux auxquels il a présenté le travail de la Fondation.

Services d'information

La Fondation communique directement avec ses divers publics par ses publications, ses services en ligne, ses activités médiatiques, la transmission de son information, de ses analyses et de ses conclusions en renforçant sa réputation comme source essentielle d'information pour les décideurs.

Le point fort de sa contribution est un grand programme multilingue de publications qui transmet ses recherches et les résultats de ses débats à des publics cibles en Europe. Certaines publications ont été diffusées à des groupes choisis sur la liste de publipostage de la Fondation.

Des points d'information de la Fondation répondant à des demandes de renseignements et présentant des publications ont été installés à environ 65 conférences externes pendant l'année, les demandes d'informations adressées au centre d'information s'élevant à près de 3 800. *Communiqué*, le périodique bilingue qui rend compte des activités de la Fondation, a été distribué à 16 000 exemplaires, soit 10 numéros en 2000.

Conjointement avec de grandes conférences à la Fondation et des contributions dans un grand nombre d'États membres, la Fondation a communiqué directement l'information à la presse nationale, et des communiqués de presse ont été régulièrement diffusés sur une variété de projets.

The Foundation's website, www.eurofound.ie, has undergone further development during 2000, as part of the Foundation's commitment to providing a more dynamic platform for its information resources. The new website design, aimed at increasing accessibility and content, will be launched in early 2001.

Le site *web* de la Fondation (www.eurofound.ie) a encore été développé en 2000, puisqu'elle s'est engagée à fournir une plate-forme plus dynamique pour ses ressources en information. Le nouveau site web visant à améliorer l'accessibilité et le contenu sera lancé au début de 2001.

Un grand projet informatique entrepris en 2000 a été le développement de la base de données «Ressource», qui stockera et rendra accessible aux chercheurs internes et externes les connaissances de la Fondation dans tous les domaines.

Pour répondre aux demandes de son public multiculturel, la Fondation a restructuré son unité des services linguistiques pour répondre aux demandes de l'unité des publications, du conseil d'administration et aux besoins en traduction, en tenant compte des contraintes budgétaires. Chaque publication est évaluée dans le contexte de sa diffusion linguistique et traduite sur place ou par le Centre de traduction des organes de l'UE basé à Luxembourg.





Construire des
éléments pour
l'avenir

Nouveau programme quadriennal

En même temps que l'achèvement du programme 1997-2000, des ressources et des travaux importants ont été engagés pour le développement du nouveau programme quadriennal 2001-2004, intitulé «*Analyser et anticiper les changements pour soutenir les progrès socio-économiques*». Le programme s'appuie sur le mandat de la Fondation, qui est non seulement d'analyser les tendances sociales et les nouveaux développements, mais également de sensibiliser le public aux conséquences probables du changement dans les conditions de vie et de travail et les relations industrielles. Ce programme reflète également le débat actuel dans l'UE sur l'impact de l'accélération du rythme dans la société de la connaissance à l'heure actuelle.

Afin de mieux focaliser et de mieux intégrer ces travaux, les programmes de recherche seront moins nombreux et plus substantiels. Le programme est conçu pour renforcer les grands domaines de l'expertise de la Fondation tout en répondant aux priorités clés de l'Agenda social de l'UE: promouvoir un meilleur emploi, accroître l'égalité des chances, gérer la diversité, promouvoir l'inclusion sociale et examiner l'utilisation du temps. Toutes ces priorités seront développées de manière transversale dans les trois grands domaines centraux. En particulier, la Fondation développera de nouveaux instruments pour assurer le suivi du changement dans les conditions de travail.

L'approche adoptée qui remplace la démarche antérieure par projet vise à améliorer la cohérence et la synergie dans l'ensemble du programme. Ce programme, le septième depuis la création de la Fondation, cherche à réaliser un équilibre délicat entre continuité et innovation dans un contexte de restrictions des ressources. Il continuera d'élaborer la Fondation comme centre d'expertise sur la qualité de vie, le suivi du changement et pour explorer de manière active les problèmes actuels.



Vingt-cinquième anniversaire

Le thème de l'anniversaire de la Fondation, «*Vingt-cinq ans pour une Europe sociale*», reflète l'intention de la Fondation d'évaluer et d'analyser ses contributions à la politique sociale de l'Europe au moment où cette dernière arrive à maturité. La conférence commémorative, organisée par la Fondation à Bruxelles en septembre pour coïncider avec la réunion du conseil d'administration, a réuni les décideurs et les acteurs d'Europe pour examiner sa performance actuelle et examiner sa future contribution au modèle social européen.

D'autres activités comprenaient la publication d'une brochure commémorative, qui résumait les travaux de la Fondation sur vingt-cinq ans, un concert et une réception au National Concert Hall de Dublin pour les membres du conseil d'administration, le personnel et des invités.

Conseil d'administration

En 2000, le conseil d'administration, la direction et le personnel de la Fondation ont travaillé ensemble pour mettre en œuvre le programme de travail de la Fondation de la manière la plus efficace.

Sous la direction de Jan Willem van den Braak, le conseil a adopté un ambitieux programme de travail 2001-2004, qui est le résultat de débats approfondis par le conseil et la Fondation. Pendant cette année, le conseil, de concert avec le comité d'experts, a suivi et évalué le programme de travail pour 2000.

À la réunion du conseil de novembre, Marc Boisnel, représentant du gouvernement français, a été élu président du conseil pour un mandat de deux ans. Jan Willem van den Braak, son prédécesseur, a été élu vice-président.

Christina Theochari (Grèce) a été élue présidente du comité d'experts et Anders Rosdahl (Danemark), vice-président.

Évaluation: transparence et examen

En 2000, la Fondation a poursuivi son programme d'évaluation comme élément continu de ses travaux. L'évaluation améliore la responsabilité et identifie les domaines qui doivent être améliorés et développés. Le processus d'évaluation a également représenté une contribution importante à la préparation du nouveau programme quadriennal 2001-2004.

Des décisions ont été prises, et les préparatifs ont commencé pour la première évaluation externe qui fournira un examen objectif sur la performance de la Fondation des points de vue de l'efficacité, du rendement, de la cohérence et de la pertinence. Un comité consultatif a été créé; il comprend des membres du conseil d'administration, des représentants de la DG Emploi et affaires sociales, des partenaires sociaux et du personnel.

Ressources

Les travaux de la Fondation se déroulent dans le cadre des restrictions de son budget, qui s'élevait, au total, à 15 millions d'euros pour 2000, soit une augmentation de 1,3 % par rapport à 1999.

Pour le budget total, 95,7 % a été utilisé. Les frais d'administration s'élevaient à seulement 10 % du budget, et le reste a été dépensé pour la mise en œuvre du programme de travail de la Fondation et ses activités connexes.

Une dépense importante en ce qui concerne l'aspect opérationnel a été l'extension de l'enquête européenne sur les conditions de travail aux pays candidats pour un montant de 463 500 euros.

Personnel

En 2000, la Fondation a subi un changement organisationnel important qui comprenait la restructuration de la recherche en trois équipes, conditions de vie, conditions de travail, relations industrielles, et la création d'une section séparée «Ressources humaines».

Pour faciliter le processus de changement, les chargés de recherche de la Fondation ont participé à plusieurs ateliers de concert avec des spécialistes extérieurs en formation. Pendant cette année, la section «Ressources humaines» a organisé des stages internes et externes de formation pour maintenir le plus haut niveau de compétences dans tous les domaines.

La Fondation a mis en place les premières étapes pour établir un système de gestion de la performance avec l'introduction d'un système pilote d'évaluation du personnel.

Le reclassement du site intranet «Ressources humaines» a permis d'améliorer la communication interne. À la suite d'une restructuration des services linguistiques, un redéploiement des postes a été rendu possible en créant plusieurs postes stratégiques, dont celui d'attaché de presse et celui d'administrateur web. Le recrutement pour ces postes (chef de l'information et de la communication ainsi que chargés de recherche) et les concours ont commencé en 2000.

Annexe 1

Budget 2000 de la Fondation

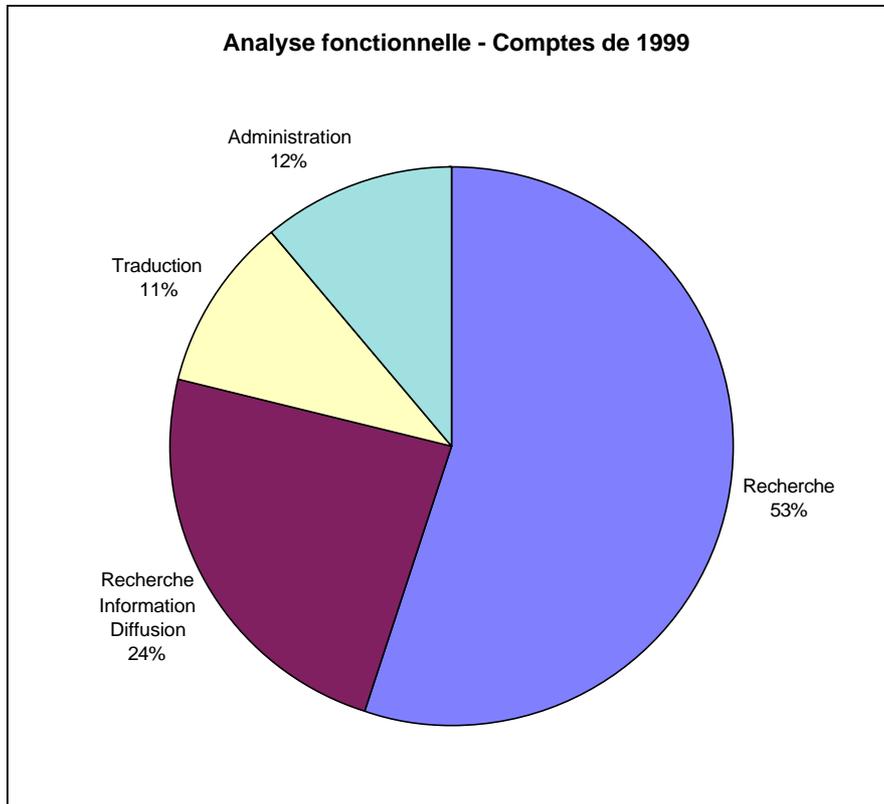
Résumé des dépenses pour l'exercice 2000 (en euros)

	TOTAL	TITRE 1	TITRE 2	TITRE 3
		Frais de personnel	Frais de fonctionnement administratif	Dépenses opérationnelles des conditions de vie et de travail
<i>Crédits disponibles</i>				
Crédits définitifs pour l'exercice 2000	15.000.000	7.300.000	1.500.000	6.200.000
Augmentation par rapport à 1999	1.3%	2.8%	0%	0%
<i>Utilisation des crédits</i>				
Les engagements s'élèvent à:	14.359.567	7.185.960	1.352.973	5.820.634
Reste montant à annuler	640.433	114.040	147.027	379.366
Pourcentage utilisé	95.7%	98.4%	90.2%	93.9%
Pourcentage annulé	4.3%	1.6%	9.8%	6.1%
<i>Utilisation des reports de crédits de 1999</i>				
Reports de crédits [article 6.1, point c), du règlement financier] s'élevant à:	3.640.497	56.000	180.039	3.404.457
Paiements sur reports s'élevant à:	3.482.021	13.710	153.122	3.315.188
Reste montant à annuler	158.475	42.289	26.917	89.269
Pourcentage utilisé	95.7%	24.5%	85.0%	97.4%
Pourcentage annulé	4.3%	75.5%	15.0%	2.6%

NB: Établi sur la base des dépenses estimées et avant la dernière mise au point des comptes pour l'exercice 2000.

Comptes par activité: Exercice 2000

Recherche	53 %
Recherche information diffusion	24 %
Traduction	11 %
Administration	12 %



Analyse des dépenses sur la base des activités principales (en milliers d'euros)

Activité	Total	%	Personnel	%	Administration	%	Opération	%
Recherche	7636	53	3643	51	616	46	3377	58
Information	3452	24	1450	20	243	18	1758	30
Administration	1712	12	1318	18	394	29	0	0
Traduction	1559	11	775	11	99	7	685	12
% des totaux		100		100		100		100
TOTAL GÉNÉRAL	14359	100	7186	50	1352	9	5820	41

NB: Établi sur la base des dépenses estimées et avant la dernière mise au point des comptes pour l'exercice 2000.

Annexe 2

Conseil d'administration (at 31 December 2000)

Président du conseil

Marc BOISNEL
Groupe des Gouvernements

Vice-présidents du conseil

Jan Willem VAN DEN BRAAK
Groupe des Employeurs

Marjaana VALKONEN
Groupe des Travailleurs

Odile QUINTIN
Commission Européenne

Coordinateurs

Groupe des Employeurs

Coordinateur

Coordinateur adjoint

Bernard LE MARCHAND
FEMGD

Groupe des Travailleurs

Coordinateur

Jean LAPEYRE
CES

Coordinateur adjoint

Roger SJØSTRAND
CES

Représentants de la Commission européenne

Membre

Odile QUINTIN
Direction générale de l'emploi et des affaires sociales

Suppléant

Gabrielle CLOTUCHE
Direction générale de l'emploi et des affaires sociales

Membre

Andrew SORS
Direction générale de la science, de la recherche et du
développement

Suppléant

Ronan O'BRIEN
Direction générale de la science, de la recherche et du
développement

Conseil d'administration (au 31 décembre 2000)

Représentants des gouvernements nationaux Représentants des organisations d'employeurs Représentants des organisations de travailleurs

Pays	Membre	Suppléant	Membre	Suppléant	Membre	Suppléant
Belgique	M. DE GOLS Ministère de l'emploi et du travail	L. VAN HAMME Ministère van Tewerkstelling en Arbeid	A. de KOSTER FDB-VBO	R. WAFFAERT NCMV	H. FONCK ACV — Dienst Onderneeming	M. VANDERCAMMEN FGTB
Danemark	P. NEDEGAARD Arbejdsministeriet	C. GEDE Arbejdsministeriet	A. J. PEDERSEN Dansk Arbejdsforbøndning SALA	P. LAURENTS Deputy Director SALA	A. BENDIXEN FTF	J.T. RASMUSSEN LO i Danmark
Allemagne	W. KOBERSKI Bundesministerium für Arbeit und Sozialordnung	B. BARTH Bundesministerium für Arbeit und Sozialordnung	J.R. HAGEDORN Bundesvereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände	R. HORNUNG-DRAUS Bundesvereinigung der Deutschen Gewerkschaftsbund Bundesvorstand Arbeitgeberverbände	D. POUJIN Deutscher Gewerkschaftsbund Bundesvorstand	R. DOMBRE Deutscher Gewerkschaftsbund Bundesvorstand
Grèce	D. TANGAS Ministry of Labour	E. TSOUIMANTIS-SPENTZA Federation of Greek Industries	E. TAMOUSSOPOULOS Confederation of Greek Industries	S. LEMOS Greek General Confederation of Labour	D. MOSCHOGIANNIS GSEE Rhodes Labour Centre	
Espagne	I. MATÍÁ PRIM Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales	C. BRIONES GONZALEZ Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales	M.A. ASENJO DORADO Confederación Nacional de la Construcción (CNC)	M.J. GONZALEZ FERNANDEZ SEFI	C. MARTÍN URRIZA Confederación Sindical de Comisiones Obreras	I. SAGARNA ODRIZOLA Sokland ad de Trabajadores Vascos (ELASTV)
France	M. BOINEL Ministère du travail, du dialogue social et de la participation	A. VILLALONGA Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement	M. DAMEZ-FONTAINE CEEP	E. JULIEN MEDEF	J.-P. PEULET CFDT	M. DECAYEUX CGT-FO
Irlande	W. JESTIN Department of Enterprise, Trade and Employment	J. KELLEHER Department of Environment and Local Government	A. GIBBONS Irish Farmer's Association	C. McCONNELL Irish Business and Employers Confederation IBEC	R. CALLENDER Services Industrial, Professional & Technical Union (SIPU)	L. BERNEY Irish Congress of Trade Unions (ICTU)
Italie	M.T. FERRARO Ministero dell'Avoro	M. BIAGI	C. TERRANEO Confindustria	C. DEL MONTE Confindustria	A. MASETTI UIL	G. MALASPINA CGIL
Luxembourg	J. ZAHLEN Ministère du travail	P. WEBER Ministère du travail	N. WELSCH Société nationale des chemins de fer luxembourgeois	N. SOESON Fédération des industriels luxembourgeois — FEDIL	R. HOFFMANN Lëtzebuerger Chrëschtliche Gewerkschaftsbond (LCGB)	R. PIZZAFERRI Onafhängege Gewerkschaftsbond Lëtzebuerger (OGB-L)

Conseil d'administration (au 31 décembre 2000)

	Représentants des gouvernements nationaux		Représentants des organisations d'employeurs		Représentants des organisations de travailleurs	
Pays	Membre	Suppléant	Membre	Suppléant	Membre	Suppléant
Pays-Bas	C.J. VOS Ministerie van Sociale Zaken en Werkgelegenheid	W.L.J. van de GRIENDT Ministerie van Sociale Zaken en Werkgelegenheid	J.W. VAN DEN BRAAK VNO-NCW		W. SPRINGER Federatie Nederlandse Vakverbond	H. BRÜNING Christelijk Nationaal Vakverbond (CNY)
Autriche	A. SCHALLER Bundesministerium für soziale Sicherheit und Generationen	B. STIMMER Bundesministerium für Arbeit, Gesundheit und Soziales	H. BRAUNER Industriellen-Vereinigung	C. PARAK Verband der Öffentlichen Wirtschaft und Gewerwirtschaft Österreichs	R. CZESKLEBA ÖGB	G. STEMBERGER Vienna Chamber of Labour
Portugal	J. BRITO XAVIER IDICT Instituto de Desenvolvimento e Inspeção das Condições de Trabalho	H. GIL Ministério do Ambiente	A. COSTA ARTUR Confederação do Comércio e Serviços de Portugal (CCP)	L. A. GARCIA FERRERO Associação Industrial Portuguesa	J. DIONESIO CGIP	J. de DEUS GOMES FERES UGT Portugal
Finlande	M. SALMENERÄ Ministry of Labour	T. ALASOINI Ministry of Labour	T. SAUKKONEN Confederation of Finnish Industry & Employers	J. SUUTARINEN Employers' Confederation of Service Industries	M. VALKONEN SAK	P. HARJUNEN STTK
Suède	O. PERSSON Ministry of Industry, Employment & Communications	M. FOYER Ministry for Social Affairs	M.-L. THORESEN LIND The Swedish Employers' Federation SAF	E. JANNERFELDT The Swedish Employers' Federation SAF	M. BREIDENSJÖ Swedish Confederation of Professional Employees TCO	C. NILSSON Swedish Trade Union Confederation LO
Royaume-Uni	R. BARTHOLOMEW Department for Education and Employment	P. SAUNDERS Department of the Environment	M. BAMFORTH Confederation of British Industry (CBI)	S. ELAKE Confederation of British Industry (CBI)	D. FEICKERT Trade Union Congress (TUC)	S. PERMAN Trade Union Congress (TUC)

Observateurs EEE-AELE

T. KJELDSEBEG Ministry of Local Government and Regional Development Norvège	K. SKJOLAAS Confederation of Norwegian Business and Industry Norvège	A. KALLEVIG The Norwegian Confederation of Trade Unions Norvège
---	--	---

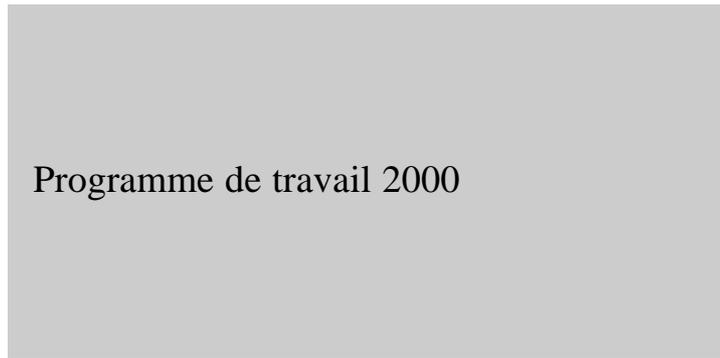
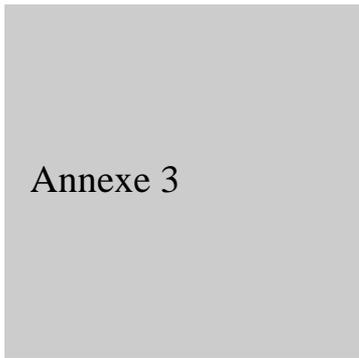


Tableau 1

N°	Titre du projet	Nature de l'activité ⁽¹⁾	Phase ⁽²⁾	Rapports reçus	Grandes manifestations de diffusion ⁽³⁾
CHAPITRE 1 — RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT					
Emploi					
0106	Développement dans l'utilisation du temps: BEST	Production d'un périodique — Vue d'ensemble des problèmes de temps	Terminé	Problèmes de travail posté et de santé (n° 1/2000)	10-11 janvier — Réunion préparatoire sur la vie au travail 2000 (Bruxelles)
0110	L'avenir du travail dans la société de l'information	Débat/discussion Information/diffusion Travaux préparatoires pour le projet sur la société pour la connaissance	Exploratoire	13-14 juillet et 27-28 novembre Actes des ateliers (première version)	17-19 janvier — Séminaire sur la santé et la sécurité, le travail dans la société de l'information (Bilbao) 17-18 février — Conférence sur le télétravail et le handicap (Madrid) 20-21 mars — Conférence sur les nouveaux emplois dans la société de l'information (Luxembourg) 28-30 mai — Vers une société de l'apprentissage (Cascais) 13-14 juillet — Atelier sur l'impact de la société cognitive sur les conditions de vie et de travail et les relations industrielles (Dublin, réunion de la FE) 13-15 septembre — Télétravail 2000: 7 ^e assemblée européenne sur le télétravail et les nouvelles méthodes de travail (Londres) 27-28 novembre — Atelier sur l'impact de la société cognitive sur les conditions de vie et de travail et les relations industrielles — Des perspectives technologiques aux perspectives sociales européennes (Dublin, réunion de la FE)



Tableau 1

0152	Option d'emploi de l'avenir	Exploration des résultats de l'enquête	Phase I: presque terminée Phase II: en développement	Phase I: résumés sur la participation sur le marché du travail, le travail à plein temps et à temps partiel dans l'UE, le travail en indépendant, réconciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale Rapport sur les options d'emploi et la participation sur le marché du travail	13-14 janvier — Séminaire international sur les politiques de l'emploi en Europe (Paris) 19-20 mai — Conférence sur la maternité, la paternité et la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale (Evora) 7-9 novembre — Semaine de l'emploi 2000 (Bruxelles) 21 novembre — IV ^e congrès international sur les conditions de travail (Bilbao)
0201	Les emplois dans les microentreprises	Exploration des résultats de l'enquête Études de cas nationales	Presque achevé	4 rapports nationaux (Grèce, France, Suède, Royaume-Uni)	6-8 avril — Les conditions de santé et de sécurité et les conditions de travail dans les PME (Turin) 28-30 mai — Vers une société de l'apprentissage (Cascais) 18-19 octobre — Travailler ensemble — Environnement appuyant l'action locale pour l'emploi (Dublin) 7-9 novembre — Semaine de l'emploi 2000 (Bruxelles) 7-8 décembre — La vie au travail dans les microentreprises (Dublin)
0211	Conventions collectives sur l'emploi et la compétitivité	Recherche/développement /débat/ discussions	Développement/analyse	Comment traiter les restructurations: les conventions collectives sur l'emploi et la compétitivité Accords sur l'emploi et la compétitivité dans l'UE et la Norvège Pactes pour l'emploi et la compétitivité — Résumé	18-19 février — Conférence sur les pactes pour l'emploi et la compétitivité — L'expérience en Europe et dans le secteur des transports (Rome, manifestation de la FE) 29 mai-2 juin — Association internationale de relations professionnelles (AIPR) — 12 ^e congrès mondial (Tokyo) 1^{er}-2 décembre — Vers un modèle européen de relations industrielles? — Conférence qui s'appuie sur le premier rapport de la Commission (Modène) 11-12 décembre — Conférence sur le rôle des pactes pour l'emploi et la compétitivité (PEC) dans le contexte de la stratégie européenne de l'emploi (Paris, manifestation de la FE)
Égalité des chances					
0202	Emploi, famille et activités communautaires: un nouvel équilibre pour les femmes et les hommes	Étude et analyse des grands problèmes politiques Études de cas	Terminé	Document de référence 8 rapports nationaux Rapport européen de synthèse Résumé du rapport de synthèse	19-20 mai — Conférence sur la maternité, la paternité et la conciliation de la vie professionnelle et familiale — Manifestation de la présidence portugaise — Robert Anderson: rapporteur du groupe de travail sur la responsabilité de la société civile — Mia Latta: rapporteur du groupe de travail sur la responsabilité des partenaires sociaux — Stand d'exposition de la FE (service des relations publiques)

Tableau 1

0215	Promouvoir l'égalité des genres sur le lieu de travail	Recherche	Presque terminé	7 rapports nationaux (Allemagne, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Finlande et Royaume-Uni) Rapport de synthèse	
Santé et bien-être					
0156	Suivi des conditions de travail dans l'UE	Enquêtes européennes sur les conditions de travail	Travaux de terrain de la 3 ^e enquête européenne et exploration préliminaire des résultats	Résumé «Dix années de conditions de travail dans l'Union européenne»	<p>10-11 janvier — Réunion préparatoire sur la vie au travail 2000 (Bruxelles)</p> <p>10 février — Atelier sur les développements dans les conditions de travail — Quelles priorités pour la construction d'une Europe sociale? (Bruxelles)</p> <p>17-18 février — Conférence sur le télétravail et le handicap (Madrid)</p> <p>5-6 avril — Conférence sur la santé, la sécurité et l'environnement (Londres)</p> <p>27 avril — Séminaire sur l'intensité du travail (Paris)</p> <p>16 mai — Atelier sur la qualité des indicateurs d'emploi (Ottawa)</p> <p>30 mai — Séminaire sur les affections des membres supérieurs dans le travail (La Haye)</p> <p>8-9 juin — Conférence IDICT (Lisbonne)</p> <p>19-22 juin — Forum Celide 2000 (Paris)</p> <p>22-23 juin — 4^e conférence internationale sur l'hygiène du travail, la santé et l'environnement «e-OSHE World: seeing the future» (Dublin)</p> <p>29-30 juin — Atelier sur la santé et l'employabilité (Bilbao)</p> <p>11 septembre — Séminaire sur le travail intérimaire (Bruxelles)</p> <p>25-27 septembre — Le travail sans limites (Bruxelles)</p> <p>5 octobre — Forum international du travail et de la santé (Paris)</p> <p>23 octobre — Conférence sur le harcèlement moral (Bruxelles)</p> <p>21 novembre — IV^e congrès international sur les conditions de travail (Bilbao)</p> <p>30 novembre — Harcèlement et citoyenneté au travail (Paris)</p> <p>18-19 décembre — Le travail en mutation (Paris)</p>
0203	Les politiques de l'emploi et les conditions de travail	Études de cas nationales	Flexibilité et conditions de travail	1 rapport européen 7 rapports nationaux (Allemagne, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Finlande, Royaume-Uni)	<p>11 septembre — Séminaire sur le travail intérimaire (Bruxelles)</p> <p>25-27 septembre — Le travail sans limites (Bruxelles)</p> <p>18-19 décembre — Le travail en mutation (Paris)</p>



Tableau 1

Développement durable					
0204	La conception pour un développement durable	Rapports de recherche ⁽³⁾ Le développement durable en ligne	Terminé	La conception pour le développement durable: les cultures pour le développement durable La conception pour le développement durable	(même chose pour 0204, 0205 et 0206) 1^{er}-3 mars — Atelier international sur l'économie, l'efficacité et le développement durable dans l'Union européenne — Exposition de la Fondation (J. Hurley) (Lisbonne) 19-21 juin — Efficacité 2000 — H. Litske a fait une communication «Vue d'ensemble des outils européens de l'innovation en matière de produits durables» — Exposition de la Fondation (J. Hurley) (Malmö) 12-13 octobre — Conférence européenne sur le développement durable, les PME et les nouvelles entreprises (Dublin) 18-20 octobre — Euro-environnement 2000 — H. Litske a fait une communication «Nouveaux instruments européens pour le développement de produits durables» et il a présidé la session parallèle sur le développement de produits (Aalborg) Voir ci-dessus
0205	Instruments économiques pour le développement durable: améliorer l'environnement externe de l'environnement de travail	Achèvement du troisième et dernier projet Rapport/ résumé du projet	Terminé	Instruments économiques et fiscaux pour le développement durable: améliorer l'environnement de travail et l'environnement extérieur — Partie III (non publiée)	
0206	La formation et l'éducation professionnelle pour le développement durable en ce qui concerne les PME	Rapports nationaux ⁽¹⁾ Rapport de synthèse	Terminé	Rapport national (Espagne/ Italie) (non publié) Rapport de synthèse	Voir ci-dessus
Cohésion sociale					
0194	La coordination dans les démarches intégrées pour lier les politiques d'aide sociale et du travail	Enquête et analyse des grands problèmes stratégiques Études de cas Vue d'ensemble du programme des bas revenus	En cours	11 rapports nationaux	25-27 septembre — Conférence internationale de recherche (2000) sur la sécurité sociale — «La sécurité sociale dans le village global» — Stand d'exposition (GSG, AEC) (Helsinki) 6 décembre — Atelier sur le revenu minimal — 50 participants (RMA, APT) (Lisbonne)

Tableau 1

0209	Services publics sociaux: qualité de la vie professionnelle et qualité du service	Enquête et analyse des grands problèmes politiques Études de cas	Terminé	10 rapports nationaux 5 vues d'ensemble par pays Rapport européen de synthèse Résumé du rapport de synthèse	14-16 juin — Conférence sur les services publics sociaux en Europe — Intervenant: Robert Anderson, <i>La qualité dans les services publics sociaux en Europe</i> — Atelier: <i>Impliquer les usagers dans l'évaluation de la qualité</i> — Intervenants: Jordi Estivill et Monika Reichert (chercheurs pour la FE) — Présentations sur les développements en Allemagne et en Espagne — Rapporteur: Thomas Stadler, président: Pio Carotenuto — Stand d'exposition (TER, GSG) (Madrid) 4-5 octobre — Conférence EXPO 2000 sur l'avenir du dialogue global: travail, entreprises durables et responsabilité sociale — RMA a présenté une communication «Les services publics sociaux: les mesures prises par le biais des organisations du 3 ^e secteur» — Stand d'exposition (service des relations publiques) (Hanovre)
0220	Les itinéraires de l'inclusion sociale: modifier les droits, les rôles et les responsabilités de la société civile	Vue d'ensemble des travaux précédents (1993-2000)	Démarrage		

Participation					
0116	L'information et la consultation dans les multinationales européennes	Recherche/développement / information/diffusion	Analyse/études comparatives	Négocier les comités d'entreprise européens — Analyse comparative d'accords Article 5 et article 13 — coédition avec la CE Vue d'ensemble du rapport précédent publié sur la page <i>web</i> de la Fondation Accords Article 6 inclus dans la base de données sur la page <i>web</i> de la Fondation	25-26 janvier — Conférence sur AnUMan 2000 (Londres) 31 janvier — Séminaire sur les comités d'entreprise européens dans les entreprises du nord de l'Allemagne (Berlin) 30-31 mai — Séminaire sur les comités d'entreprise européens (Bruxelles) 29 mai-2 juin — 12 ^e congrès mondial de l'Association internationale de relations professionnelles (AIRP) (Tokyo)
0118	Glossaires européens des relations industrielles	Recherche/développement/information/diffusion	En cours	Volume international de l'Autriche	29 mai-2 juin — 12 ^e congrès mondial de l'Association internationale de relations professionnelles (AIRP) (Tokyo)



Table 1 (cont.)

0200	Implications sociales de l'UEM	Diffusion/ recherche/ développement	Phase II: terminée Phase III: démarrage	L'impact de l'UEM sur les relations industrielles Rapport de synthèse L'impact de l'UEM sur les relations industrielles Résumé	23 mai — Atelier sur l'impact de l'UEM dans le secteur bancaire (Bruxelles) 4 décembre — Atelier sur l'impact de l'UEM sur le secteur des transports routiers (Bruxelles) 14 décembre — Conférence sur l'UEM et sur l'europanisation des relations industrielles (Madrid)
0218	La nature et l'étendue de la participation financière dans l'Union européenne	Recherche/ développement / débat/ discussion Information/ diffusion	Analyse des données	Vue d'ensemble Rapport et résumé	25 mai — Réunion sur les perspectives de développement de la participation des travailleurs dans le cadre de Pepper II (Bruxelles)
CHAPITRE 2 — OBSERVATOIRE EUROPÉEN DES RELATIONS INDUSTRIELLES					
0188	Observatoire européen des relations industrielles	Collecte et analyse des données du réseau	En cours depuis 1996	Rapport annuel de l'EIRO 6 numéros d' <i>EIRObser-ver</i>	29 mai-2 juin — 12 ^e congrès mondial de l'Association internationale de relations professionnelles (AIRP) (Tokyo) Mai — Lancement de l'EIRO à Stockholm Octobre et novembre — Lancement de l'EIRO à Berlin et à Paris
CHAPITRE 3 — ACTIVITÉS DE DÉBATS ET DE DISCUSSIONS GÉNÉRAUX					
0115	Formes novatrices d'organisation du travail: la conférence écologique du travail	Débat/ discussion Information/ diffusion	Programme de la conférence Réunion du comité		26 mai — Réunion du comité d'organisation pour la 7 ^e conférence européenne sur l'organisation du travail (Amsterdam)
NOUVELLES ACTIVITÉS (pas comprises dans le programme de travail 2000)					
0221	Évaluation externe	Évaluation de la Fondation	Phase préparatoire		

(1.) *Vue d'ensemble des travaux précédents, des enquêtes, des études de cas, etc.*

(2.) *Études pilotes, exploratoires, démarrage, achèvement, etc.*

(3.) *Conférences de la Fondation, ateliers, conférences externes.*

Tableau 2

	<i>Nature de l'activité</i>	Informations statistiques
CHAPITRE 4 — ACTIVITÉS D'INFORMATIONS GÉNÉRALES ET DE DIFFUSION		
0169	Services et systèmes d'information	
	Centre d'information	Demandes de renseignements au centre <i>3,800</i>
	Site <i>web</i> de la Fondation	Sessions d'utilisateurs (Eurofound) (EIRO) Nombre total de téléchargement de documents <i>189,255</i> <i>223,897</i> <i>122,366</i>
0173	Programme multilingue de publications/ publications électroniques	<i>42 publications imprimées et 23 publications PDF supplémentaires sur le site web</i>
0180	Promotions et relations publiques	
	Communiqué et relations avec la presse	Bulletin mensuel <i>10 numéros publiés</i>
	Activités de commercialisation	Communiqués de presse <i>15 communiqués de presse, dans plusieurs langues</i>
	Activités de diffusion	Visites d'information à la FE <i>370 visiteurs représentant 11 pays</i> <i>21 conférences internationales externes</i>
		Par publipostage <i>164,000</i>
		Conférences et manifestations <i>56,500</i>

Annexe 4

Comité d'experts (au 31 décembre 2000)

Belgique

Marc Heselmans
Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid

Danemark

Anders Rosdahl
Socialforskningsinstitutet

Allemagne

Norbert Altmann
Institut für Sozialwissenschaftliche Forschung
e.V.

Grèce

Christina Theochari
Athens Labour Centre

Espagne

Carmen Ortega Jiménez
Dirección General de Acción Social, del Menor
y de la Familia

France

Françoise Piotet
Université de Paris I-Panthéon Sorbonne

Irlande

Deirdre Carroll
Department of Social, Community and Family
Affairs

Italie

Silvana Sciarra
Università Europea di Firenze

Luxembourg

Jean-Paul Demuth
Association d'assurance contre les accidents,
section industrielle

Pays-Bas

Pas encore de nomination

Autriche

Michaela Moritz
Österreichisches Bundesinstitut
für Gesundheitswesen (ÖBG)

Portugal

António Casimiro Ferreira
Colégio de S. Jerónimo

Finlande

Jouko Nätti
University of Jyväskylä

Suède

Bengt Furåker
University of Göteborg

Royaume-Uni

Jane Millar
University of Bath

Observateur

Norvège
Tore Nilssen
SINTEF IFIM

Annexe 5

Personnel de la Fondation (au 31 décembre 2000)

DIRECTION

Raymond-Pierre Bodin, directeur
Eric Verborgh, directeur adjoint
Wendy Ó Conghaile, conseillère à la direction
Catherine Cerf
Cécile Deneys (également service linguistique)
Annick Menzies

ADMINISTRATION ET FINANCES

Terry Sheehan, chef de section
Linda Byrne
Michael Cosgrave
Frances Doyle (T)
Paul Fleming (T)
Kay Flynn (T)
Elisabeth Gouilleux-Cahill
Jim Halpenny
Jackie Hayes (T)
Sarah Hayes (T)
Ewan Hogan
Ertan Kabranlar
Dolores McCarthy
Mary McNeice
Brian Moore
Louise Shanley
Sally Anne Sloan
Justin Smith (T)
Elizabeth Wade (T)

(T) Personnel temporaire
* Expert national détaché

INFORMATION ET COMMUNICATION

Systèmes et services d'information

Fiona Murray, chargée de programme
Gabriele Felsterl (également service linguistique)
Chrysanthe Moschonaki (également service linguistique)
Marie O'Meara
Barbara Schmidt
Jan Vandamme

Promotion et relations publiques

Brid Nolan, chargée de programme
Bénédicte Chaidron (T)
Roseanna Creamer
Sean Griffin
Doris Hirschfeld
Jehanne Pornon (T)
Dolores Whelan (T)

Service linguistique

Maria Barreiro, chargée de programme
Cristina Frawley
Brigitte Mariacher
Jacques Prieu
Evangelos Psaroudakis
Maria Santos



Publications

Mattanja de Boer, chargée de programme
Martin Flynn
Philip Ireland
Hilary O'Donoghue
Colm O'Neill
Karin Teeuwen (également systèmes et services
d'information)

RESSOURCES HUMAINES

Raymond Comerford, chef de section
Heather Brown
Aoife Caomhánach
Melina Fenelon (T)

RECHERCHE

Relations industrielles

Stavroula Demetriades, coordinateur
Maria Barbosa
Camilla Galli da Bino
Timo Kauppinen
Kevin O'Kelly (T)
Victoria Rahm (T)
Sylvaine Recorbet
Sylvie Seigné-Monks (T)
Christian Welz

Conditions de vie

Rob Anderson, coordinateur
Pio Carotenuto *
Sarah Farrell
John Hurley (T)
Inma Kinsella
Hubert Krieger
Henrik Litske
Teresa Renehan
Gemma Sanchez
Janet Smith

Conditions de travail

Pascal Paoli, coordinateur
José Maria Fernandez
Christine Gollin
Mia Latta (T)
Sophia MacGoris
Leontine Mastenbroek
Jean-Michel Miller
Mathieu de Nanteuil *
Filomena Oliveira *
Agnès Parent-Thirion
Dimitrios Politis

APPUI OPÉRATIONNEL

Eberhard Köhler, chef de section
Charlotte Kjaer Andersen
Martine Deasy
Hanne Hansen
Patricia Kingston
Ann McDonald

(T) Personnel temporaire

* Expert national détaché.

Annexe 6

Réunions de la Fondation 2000 *

* Y compris les réunions du conseil d'administration, du Bureau et du comité d'experts.

Date	Lieu	Type	Titre	Organisateur principal	Autres participants de la Fondation
Janvier					
13	Dublin	Coordination	La conception pour le développement durable (0204)	H. Litske	M. Miller J. Hurley
14	Dublin	Coordination	Instruments économiques pour le développement durable (0205)	H. Litske	J. Smith J. Hurley
14	Dublin	En cours	Base de données Resource (0192)		
17	Dublin	Démarrage	Vue d'ensemble des usagers d'EIROOnline (0188)		
18	Dublin	En cours	Base de données et site <i>web</i> de l'EIRO (0188)		
19	Dublin	Démarrage	Analyse de documents de la base de données Resources et de l'EIRO (0192 et 0188)		
20-21	Dublin	Réunion préparatoire	Troisième enquête sur les conditions de travail (0188)	P. Paoli	
25-26	Dublin	Groupe de recherche	Les options d'emploi de l'avenir (0152)	M. Latta	E. Köhler M. de Boer M. de Nanteuil H. O'Donoghue A. Parent-Thirion D. Politis
31	Bruxelles	Groupe de recherche	Approches intégrées des politiques actives d'aide sociale et d'emploi	A. Parent-Thirion	R. Anderson A. Caomhanach
Février					
3	Bruxelles	Comité consultatif	Nature et étendue de la participation financière dans l'UE (0219)	K. O'Kelly	E. Verborgh H. Krieger
3	Bruxelles	Comité consultatif	Comités d'entreprise européens (0116)	H. Krieger	E. Verborgh K. O'Kelly



Date	Lieu	Type	Titre	Organisateur principal	Autres participants de la Fondation
Février					
11	Bruxelles	Bureau			
17	Dublin	En cours	Analyse des documents de la base de données Resource et de l'EIRO (0192 et 0188)		
17	Dublin	Chercheurs	Les emplois dans les microentreprises (0201)	F. Oliveira	
18	Dublin	En cours	Vue d'ensemble des usagers d'EIROOnline (0188)		
18-19	Rome	Atelier	Les pactes pour l'emploi et la compétitivité — «L'expérience en Europe dans le secteur des transports» (0211)	H. Krieger	E. Verborgh K. O'Kelly P. Carotenuto C. Galli da Bino S. Recorbet F. Andreoli
25	Bruxelles	Groupe de travail	Troisième enquête — Enquête sur les conditions de travail (0156)	P. Paoli	M. de Nanteuil
24-27	Dublin	Atelier	Atelier de la Fondation/ASE/ISE sur les sources d'information en Europe sur les relations industrielles (0169)		
Mars					
2-3	Bruxelles	Chercheurs	Information et consultation en Europe (0116)	H. Krieger	K. O'Kelly
3	Bruxelles	Comité de pilotage	Observatoire européen des relations industrielles (0188)		
15 16	Bruxelles Bruxelles	Chercheurs Chercheurs	Services publics sociaux (0209) Emploi, famille et activités communautaires: un nouvel équilibre entre les femmes et les hommes (0202)	R. Anderson P. Carotenuto	P. Carotenuto R. Anderson
16	Dublin	Évaluation	Base de données et site <i>web</i> de l'EIRO (0188)		
21-22	Dublin	Conseil d'administration	62 ^e réunion du conseil d'administration (001)		
30-31	Bruxelles	Coordination	Promouvoir l'égalité du genre sur le lieu de travail (0215)	M. Latta	P. Paoli
Avril					
3-4	Bruxelles	Chercheurs et coordination	La coordination dans les démarches intégrées d'aide sociale active et les politiques de l'emploi (0194)	A. Parent-Thirion	R. Anderson A. Caomhanach
4	Bruxelles	Comité de pilotage	Les implications sociales de l'UEM (0200)		
5	Dublin	Chercheurs	La nature et l'étendue de la participation financière dans l'UE (0218)	K. O'Kelly	H. Krieger
6-7	Dublin	Comité d'experts	42 ^e réunion du comité d'experts		
12	Bruxelles	Comité consultatif	L'information et la consultation dans les multinationales européennes (0116)	H. Krieger	K. O'Kelly J. Smith

Date	Lieu	Type	Titre	Organisateur principal	Autres participants de la Fondation
Avril					
13	Pays-Bas	Comité consultatif	Formes novatrices d'organisation du travail: conférence sur l'écologie du travail (0115)		
14	Dublin	Chercheurs	Les emplois dans les microentreprises (0201)	F. Oliveira	S. Demetriades P. Paoli W. O'Conghaile D. Politis R. Dahlberg
24	Dublin	Chercheurs	L'information et la consultation dans les multinationales européennes (conférence sur l'écologie du travail) (0116)	H. Krieger	K. O'Kelly
26	Dublin	Coordination	L'éducation et la formation professionnelle pour le développement durable dans les PME (0206)	M. Miller	M. Barreiro H. Litske J. Hurley C. Gollin J. Pornon
27	Dublin	Coordination	La conception pour le développement durable (0204)	H. Litske	M. Miller J. Hurley
27	Dublin	Évaluation	Les instruments économiques pour le développement durable: améliorer l'environnement externe de travail (0205)	H. Litske	E. Verborgh J. Smith J. Hurley
26-27	Bruxelles	Chercheurs et coordination	Les services publics sociaux: qualité de la vie au travail et qualité du service (0209)	R. Anderson	P. Carotenuto
28	Bruxelles	Évaluation	Politiques de l'emploi et conditions de travail (0203)	M. de Nanteuil	P. Paoli E. Verborgh
Mai					
5	Dublin	Séminaire	L'EIRO et l'UEM (0200)		
10	Manchester	Réunion	Réunion sur la participation financière à la Metropolitan University (0218)	K. O'Kelly	H. Krieger
12	Dublin	Réunion	L'EIRO, l'UEM, services publics (0200)		
11-13	Lund	Réunion	Édition du glossaire suédois (0118)		
16-17	Dublin	Recherche	Groupe de recherche «Horaires de travail effectifs et préférés» (0152)	M. Latta	M. de Nanteuil A. Parent-Thirion
17	Dublin	Recherche	Pactes pour l'emploi et la compétitivité (PEC) (0211)	H. Krieger	K. O'Kelly M. Miller
22	Bruxelles	Évaluation	Évaluation d'un rapport sur l'impact de l'UEM dans 3 secteurs —Implications sociales de l'UEM (0200)	T. Kauppinen	C. Welz E. Verborgh C. Galli da Bino S. Brady
23	Bruxelles	Atelier	L'impact de l'UEM sur le secteur bancaire — Implications sociales de l'UEM (0200)	T. Kauppinen	C. Welz C. Galli da Bino S. Brady
25	Bruxelles	Évaluation	Les emplois dans les microentreprises (0201)	F. Oliveira	S. Demetriades E. Verborgh P. Bodin D. Politis



Date	Lieu	Type	Titre	Organisateur principal	Autres participants de la Fondation
Mai					
26	Amsterdam	Réunion du comité de programme	Conférence sur l'écologie du travail (0115)	K. O'Kelly	
26	Rome	Coordination	Les services publics sociaux: qualité de la vie au travail et qualité du service (0202)	R. Anderson	P. Carotenuto
30	Bruxelles	Recherche	La coordination dans les démarches intégrées d'aide sociale et les politiques de l'emploi (0194)	A. Parent-Thirion	R. Anderson
31	Bruxelles	Coordination	Les itinéraires de l'inclusion sociale: changer les droits, les rôles et les responsabilités de la société (0220)	R. Anderson	A. Parent-Thirion J. Smith
Juin					
14	Madrid	Recherche	Les services publics sociaux: qualité de la vie au travail et qualité du service (0209)	R. Anderson	P. Carotenuto
16	Paris	Préparatoire	Préparation de la conférence «Les pactes pour l'emploi et la compétitivité en Europe» (0211)		
19	Dublin	Recherche	La nature et l'importance de la participation financière en Europe (0218)	K. O'Kelly	H. Krieger
26-27	Dublin	Comité d'experts	43 ^e réunion du comité d'experts (002)		
28-29	Dublin	Conseil d'administration	Réunions de groupe — Groupe des gouvernements		
29-30	Dublin	Conseil d'administration	Réunions de groupe — Groupe des employeurs		
Juillet					
6-7	Dublin	Conseil d'administration	Réunions de groupe — Groupe des travailleurs		
12	Bruxelles	Comité consultatif et réunion d'évaluation	Scénarios d'emploi de l'avenir (0152)	M. de Nanteuil	R. Bodin E. Verborgh D. Politis
13-14	Dublin	Atelier	Atelier sur l'impact de la société cognitive sur les conditions de vie et de travail (l'avenir du travail dans la société de l'information) (0110)	T. Kauppinen	R. P. Bodin W. O'Conghaile C. Welz C. Galli da Bino S. Brady
14	Stockholm	Coordination	La conception pour le développement durable (0204)	H. Litske	J. Hurley
17	Bruxelles	Évaluation	Les services publics sociaux: qualité de la vie au travail et qualité du service (0209)	R. Anderson	P. Carotenuto
18	Bruxelles	Chercheurs	Activités de l'emploi, de la famille et de la communauté: un nouvel équilibre entre les hommes et les femmes (0202)	P. Carotenuto	R. Anderson

Septembre					
1 ^{er}	Bruxelles	Bureau	Réunion du Bureau	M. Latta	P. Bodin L. Mastenbroek
5 (après-midi) 6 (matin)	Dublin	Coordination	Troisième réunion de coordination sur l'égalité du genre sur le lieu de travail (0215)		
18	Bruxelles	Évaluation	Les services publics sociaux: qualité de la vie au travail et qualité du service (0209)	R. Anderson	P. Carotenuto
18-19	Dublin	Groupe de recherche	Groupe de recherche «Horaires de travail et horaires préférés» (0152)	M. Latta	M. de Nanteuil A. Parent-Thirion D. Politis L. Mastenbroek
20	Bruxelles	Bureau/Groupes du comité d'experts	Réunion du Bureau, comité d'experts		
21	Bruxelles	Conseil d'administration	Réunion du conseil d'administration		
21	Bruxelles	Conférence	25 ^e anniversaire de la Fondation		
22	Bruxelles	Coordination	Suivi des conditions de travail dans l'UE (0156)	P. Paoli	M. de Nanteuil
22	Bruxelles	Comité consultatif	L'information et la consultation dans les multinationales européennes (0116)		
22	Bruxelles	Coordination	L'éducation et la formation professionnelle pour le développement durable dans les PME (0206)	M. Miller	H. Litske J. Hurley
Octobre					
12-13	Dublin	Conférence	Conférence européenne sur la conception pour le développement durable — PME et nouvelles entreprises (0204)	H. Litske	M. Miller E. Verborgh P. Bodin J. Hurley S. Farrell C. Gollin
12	Berlin	Lancement	Lancement du Rapport annuel de l'EIRO (0188)	T. Kauppinen	P. Bodin
13	Dublin	Évaluation	La conception pour le développement durable (0204)	H. Litske	M. Miller E. Verborgh J. Hurley
23-24	Dublin	Réunion avec le Centre National et le comité de pilotage	EIRO (0188)	T. Kauppinen S. Demetriades F. Murray	P. Bodin E. Verborgh J. Smith Équipe de l'EIRO
27	Bruxelles	Bureau	Réunion du Bureau	T. Sheehan	P. Bodin E. Verborgh W. O'Conghaile
27	Bruxelles	Comité consultatif	Évaluation externe (0221)	W. O'Conghaile	E. Verborgh M. de Boer



Date	Lieu	Type	Titre	Organisateur principal	Autres participants de la Fondation
Novembre					
6	Bruxelles	Évaluation	Activités de l'emploi, de la famille et de la communauté: un nouvel équilibre pour les femmes et les hommes (0202)	P. Carotenuto	R. Anderson E. Verborgh
6	Paris	Lancement	Lancement du Rapport annuel de l'EIRO (0188)	S. Demetriades	P. Bodin S. Seigne Monks
17	Bruxelles	Évaluation	L'éducation et la formation professionnelle pour le développement durable dans les PME (0206)	M. Miller	H. Litske E. Verborgh J. Hurley
16	Dublin	Comité d'experts	45 ^e réunion du comité d'experts (002)	E. Köhler	P. Bodin E. Verborgh W. O'Conghaile Tous les chargés de recherche A. McDonald M. Deasy
20-21	Dublin	Conseil d'administration	64 ^e réunion du conseil d'administration (001)	T. Sheehan	P. Bodin E. Verborgh R. Comerford Tous les chargés de recherche A. McDonald M. Deasy
27-28	Dublin	Atelier	Atelier sur l'impact de la société cognitive sur les conditions de vie et de travail et les relations industrielles — L'avenir du travail dans la société de l'information (0110)	T. Kauppinen	C. Welz R. Bodin W. O'Conghaile E. Köhler S. Demetriades P. Paoli J. Smith R. Anderson C. Galli da Bino S. Brady T. Christiansen
28	Bruxelles	Chercheurs	Discussion sur le projet de rapport de synthèse «Promouvoir le genre — L'égalité sur le lieu de travail» (0215)	P. Paoli	
Décembre					
4-5	Bruxelles	Atelier et réunion de recherche	Atelier sur l'impact de l'UEM dans le secteur des transports routiers (0200)	T. Kauppinen	C. Welz A. McDonald C. Galli da Bino V. Rahm
4-5	Dublin	Recherche et coordination	Coordination dans les démarches intégrées de l'aide sociale active et les politiques de l'emploi (0194)	A. Parent	R. Anderson T. Renehan
7-8	Dublin	Atelier	La vie au travail dans les microentreprises (0201)	F. Oliveira	S. Demetriades E. Verborgh P. Bodin P. Paoli S. Demetriades D. Politis C. Gollin

Date	Lieu	Type	Titre	Organisateur principal	Autres participants de la Fondation
Décembre					
11-12	Paris	Conférence	Conventions collectives sur l'emploi et le compétitivité (0211)	H. Krieger	K. O'Kelly M. Miller P. Bodin P. Carotenuto E. Verborgh S. Recorbet V. Rahm C. Galli da Bino A. McDonald
12	Paris	Comité consultatif	Conventions collectives sur l'emploi et la compétitivité (0211)	H. Krieger	K. O'Kelly M. Miller E. Verborgh
14-15	Madrid	Conférence	Conférence sur l'impact de l'UEM sur les secteurs privé et public — Implications sociales de l'UEM (0200)	T. Kauppinen C. Welz	C. Galli da Bino S. Brady A. McDonald
15	Bruxelles	Recherche	Réunion de chercheurs nationaux sur le travail intérimaire (0203)	M. de Nanteuil	P. Paoli S. MacGoris

Janvier

10-11 - Réunion préparatoire "Stratégies pour la recherche sur la santé au travail dans une Europe en mutation" sur la Vie au travail 2000, (Bruxelles), organisée par le ministère de l'Industrie, de l'emploi et du commerce, l'Institut national pour la vie au travail, le Conseil national de la santé et de la sécurité au travail, le Conseil paritaire de la sécurité au travail, le Conseil national du marché du travail. (P. Paoli)

13-14 - Séminaire international sur les politiques de l'emploi en Europe, (Paris), organisé par la Fondation Cicero.

17-18 - Conférence européenne sur le développement social, (Dublin), organisée par le Conseil de l'Europe. Exposition de la Fondation. (T. Renehan, G. Sánchez)

17-19 - Séminaire sur la santé et la sécurité, le travail dans la société de l'information, (Bilbao), organisé par l'Agence européenne pour la santé et la sécurité ; l'Institut nordique pour la formation avancée en matière de santé au travail ; l'Institut national pour la vie au travail de Suède. T. Kauppinen a fait une communication "Le télétravail et le travail en indépendant".

18-19 - Conférence sur le rôle de l'information et de la consultation dans la gestion du changement - modèles de bonne pratique, (Londres), organisée par IPA. (H. Krieger)

19-21 - Conférence sur le rôle des partenaires sociaux dans le développement du modèle social européen, (Lisbonne), organisée par la Présidence portugaise. (P. Carotenuto)

20-21 - Réunion du Comité scientifique de programme pour la conférence sur l'éco-rendement, (Stockholm), organisée par NUTEK. (H. Litske)

25-26 - Conférence sur AnUMan 2000, (Londres), organisée par IIR Limited. Exposition de la Fondation. (G. Galli da Bino, R. Creamer)

31 - Séminaire sur les comités d'entreprise européens dans les entreprises nordiques et allemandes, (Berlin), organisé par le syndicat IG Metal. H. Krieger a fait une communication "Vereinbanungen und Praxis von EBR".

Février

1er - Forum de liaison du dialogue social, (Bruxelles), organisé par la Commission européenne. (E. Verborgh)

1er-2 - Conférence sur les politiques et les instruments pour lutter contre la pauvreté dans le Royaume-Uni : la garantie d'un revenu minimum, (Almanci), organisé par la Présidence portugaise. (R. Anderson, A. Parent-Thirion)

3 - Séminaire sur l'intensité du travail, (Paris), organisé par le CEE. (P. Paoli)

3 - Conférence sur les pactes sociaux en Europe, (Bruxelles), organisée par l'Observatoire social européen. T. Kauppinen a fait une communication sur les pactes sociaux en Finlande.

8 - Réunion du Réseau européen de l'organisation du travail, (Bruxelles), organisée par la Commission européenne/intergouvernementale. (K. O'Kelly)

10 - Atelier sur les développements dans les conditions de travail - les priorités pour la construction de l'Europe sociale, (Bruxelles), organisé par le groupe Vert/EFA, Parlement européen. P. Paoli a présenté l'Enquête de la Fondation sur les conditions de travail et M. Latta a fait une communication "Les options de travail pour l'avenir".

10-11 - Conférence sur le projet Futures, (Bruxelles), organisée par l'Institut européen de prospective de Séville. (A. Parent-Thirion)

14-15 - Conférence sur la Stratégie européenne pour l'emploi - évaluation. Quel avenir ?, (Evora), organisée par la Présidence portugaise. (R. Anderson)

17-18 - Conférence sur le télétravail et le handicap, (Madrid), organisée par la Confédération espagnole des entreprises pour l'économie sociale. Exposition de la Fondation. (D. Politis, J.M. Fernandez)

Mars

1er-3 - Atelier international sur l'entreprise, l'éco-rendement et le développement durable dans l'Union européenne, (Lisbonne), organisé par la Présidence portugaise. Exposition de la Fondation. (J. Hurley)

7 - Conférence sur la flexibilité et la virtualité @ Work.ie, (Dublin), organisée par ADAPT. (J. Smith)

8-11 - Réunion sur l'égalité dans l'emploi pour les travailleurs migrants, (Genève), organisée par l'OIT. (E. Verborgh)

9 - Réunion d'ADAPT, (Paris), organisée par ADAPT. (K. O'Kelly)

10 - Séminaire/conférence de presse sur le marché du travail en Europe, (Stockholm), organisés par le bureau de la représentation de l'UE. R. Anderson a fait une communication "Maintenir les opportunités dans la seconde moitié de la vie active".

13 - Conférence sur la santé mentale sur le lieu de travail, (Dublin), organisée par la Women's Studies Unit (Trinity College). (J. Smith)

16 - Séminaire sur l'intensité du travail, (Paris), organisé par le CEE. (P. Paoli)

20-21 - Conférence sur les nouveaux emplois dans la société de l'information, (Luxembourg), organisée par ALTA (Association Luxembourgeoise des Téléactivités). Exposition de la Fondation. (C. Galli da Bino, G. Sánchez)

23-24 - Réunion sur la santé, l'environnement et la gestion dans les entreprises, (Bilthoven), organisée par l'OMS. (H. Litske)

Avril

5-6 - Conférence sur la sécurité, la santé et l'environnement, (Londres), organisée par IOSH. (P. Paoli)

6-8 - Séminaire sur la santé et la sécurité et le travail, (Turin), organisé par la CES. F. Oliveira a fait une communication sur les conditions de travail dans les PME.

13-15 - Conférence sur la protection sociale comme facteur de production, (Porto), organisée par la Présidence portugaise. (A. Parent-Thirion, P. Carotenuto)

14-15 - Conférence sur le lancement de l'initiative communautaire EQUAL, (Lisbonne), organisée par la Présidence portugaise. R. Anderson était l'animateur de l'atelier "Les partenariats de développement : préalables, objectifs et leadership".

27 - Séminaire sur l'intensité du travail, (Paris), organisé par le CEE. (P. Paoli)

28-29 - De la protection à la proaction : rôle du droit du travail et des relations industrielles dans les politiques de création d'emplois, (Modène), organisée par l'Association internationale des relations industrielles. (P. Carotenuto). Exposition de la Fondation (C. Galli da Bino, F. Andreoli, F. Bianchi)

Mai

6-9 - Conférence sur les femmes en transition/les femmes au début du Millénaire, (Budapest), organisée par le ministère de la Famille et des affaires sociales de Hongrie. J. Smith a fait une communication "L'égalité des chances comme outil et méthode".

8 - Organisation du réseau européen : réunion/séminaire sur le travail atypique, (Rome), organisés par la Commission européenne/intergouvernemental. K. O'Kelly a fait une communication au séminaire "Les résultats de l'enquête EPOC en Europe du Sud". (R.-P. Bodin)

10 - Séminaire "Le développement local et le e-défi", (Londres), organisé par le South Bank University Local Economy Policy Unit. (F. Oliveira)

11 - Conférence sur la planification pour une société plus inclusive : la stratégie nationale contre la pauvreté, (Dublin), organisée par la Combat Poverty Agency. (P. Carotenuto)

11-12 - Conférence sur l'emploi en Europe, la politique sociale et l'élargissement, (Prague), organisée par la DG Emploi et affaires sociales de la Commission européenne. (H. Krieger, P. Carotenuto)

12 - Lancement de "All Change at Work" (N. Millward, A. Bryson, J. Forth), (Londres), organisé par le DTI, ESRC, ACA, PSI. (H. Krieger)

16 - Atelier sur la qualité des indicateurs d'emploi, (Ottawa), organisé par le CPRN. (P. Paoli)

19-20 - Conférence sur la maternité, la paternité et la conciliation de la vie professionnelle et familiale, (Evora), organisée par la Présidence portugaise. R. Anderson était rapporteur pour l'atelier "La responsabilité de la société civile". M. Latta était rapporteur pour l'atelier "Les politiques de l'égalité des chances dans la négociation collective".

25 - Réunion sur les perspectives de développement de la participation des employés dans le cadre de PEPPER II, (Bruxelles), organisée par Deutsche Angestellten-gewerkschaft. H. Krieger a fait une communication "Les perspectives de la participation financière en Europe".

28-30 - Vers une société du savoir, (Cascais), organisé par la DG Recherche de l'UE, le ministère portugais de la Science et de la technologie, la Fondation luso-américaine pour le développement. (F. Oliveira, C. Galli da Bino)

29-2 - 12ème congrès mondial de l'Association internationale de relations professionnelles (AIRP), (Tokyo), organisé par l'AIRP. K. O'Kelly était Président de l'Atelier 3, Groupe 1 et a participé au Comité exécutif de l'AIRP et aux réunions du Conseil. T. Kauppinen a fait une communication "La mondialisation, l'UEM et les relations industrielles", a présenté la base de données EIROnline de la Fondation; a présidé le groupe d'étude "La réponse des syndicats à la mondialisation", l'atelier "Politique du marché du travail et création de nouveaux emplois".

30 - Séminaire sur les affections professionnelles du membre supérieur, (La Haye), organisé par le ministère néerlandais du Travail. P. Paoli a fait une communication "Les désordres musculosquelettiques dans l'UE".

30-31 - Séminaire sur les comités d'entreprise européens, (Bruxelles), organisé par la CES. H. Krieger a fait une communication "Les comités d'entreprise européens comme plateforme d'accords".

Juin

6-9 - Conférence sur la promotion de la santé, (Mexico), organisée par l'OMS/Gouvernement du Mexique. R. Anderson a fait des communications "Promotion de la santé au lieu de travail" et "Construire la capacité des collectivités locales".

8-9 - Conférence IDICT, (Lisbonne), organisée par la Présidence portugaise et IDICT. P. Paoli a fait une communication "Nouvelles implications politiques des changements affectant le lieu de travail".

13-14 - Conférence XML Europe 2000, (Paris), organisée par la Graphic Communications Association. (F. Murray, B. Schmidt)

14-16 - Conférence sur les services sociaux européens, (Madrid), organisée par le Réseau social européen, la ville de Madrid, la Fédération espagnole des collectivités locales et régionales. P. Carotenuto a présidé les groupes de travail sur l'implication des usagers dans l'évaluation de la qualité. R. Anderson a fait une communication plénière "La qualité dans les services publics sociaux". Exposition de la Fondation. (T. Renehan, G. Sánchez)

19-21 - Eco-rendement 2000, (Malmö), organisé par NUTEK. H. Litske a fait une communication "Vue d'ensemble des outils européens pour l'innovation de produits durables". Exposition de la Fondation. (J. Hurley)

19-22 - Forum 2000 Celide, (Paris), organisé par la CFDT. P. Paoli a fait une communication "Les conditions de travail en Europe". Exposition de la Fondation. (V. Quinn, J. Pornon)

20 - Forum des éditeurs européens, (Bruxelles), organisé par l'Office des publications officielles. M. de Boer a présenté le programme de publications de la Fondation.

22 - Séminaire sur la "Charte européenne sur les droits fondamentaux", (Dublin), organisé par l'Institute of European Affairs in Ireland. (F. Oliveira)

29-30 - Atelier sur la Santé et l'employabilité, (Bilbao), organisé par l'Agence européenne pour la santé et la sécurité au travail. (P. Paoli)

Juillet

5-8 - ISTR - 4ème Conférence internationale, (Dublin), organisée par la International Society for Third-sector Research. R. Anderson a fait une communication "L'implication des citoyens dans les partenariats pour la régionalisation urbaine".

17 - Séminaire sur l'investissement dans les ressources humaines et l'organisation flexible du travail - un projet de partenariat pour fournir des ressources pour l'éducation permanente, (Bruxelles), organisé par la Commission européenne. (E. Verborgh)

Septembre

11 - Séminaire sur le travail intérimaire, (Bruxelles), organisé par la CES. P. Paoli et M. de Nanteuil ont présenté les résultats de divers projets de recherche.

12 - Télétravail : 7ème Assemblée européenne sur le télétravail et les nouvelles méthodes de travail, (Londres), organisée par la Commission européenne, UK Department of Trade and Industry, Teletwork Association, British Telecom, HP, Siemens, Nortel Network, Sulzer, Steelcase Strafor. (T. Kauppinen). Exposition de la Fondation (C. Galli da Bino, S. Brady)

16 - Séminaire international de la pratique à la stratégie : modèles pour impliquer les exclus, (Dublin), organisé par Combat Poverty Policy. (R. Anderson)

18-19 - Les changements dans l'emploi et dans les relations du travail, (Paris), organisé par la Présidence française, le ministère français du Travail et la Commission de la Fondation. Exposition de la Fondation (C. Galli da Bino, S. Seigné-Monks)

21-22 - Agenda pour la politique sociale, (Bruxelles), organisé par le Parlement européen. (E. Verborgh)

21-22 - Réunion du réseau européen de l'organisation du travail, (Bruxelles), organisée par la Commission européenne/intergouvernementale. (K. O'Kelly)

25-27 - Conférence internationale de recherche pour l'an 2000 sur "La sécurité sociale dans le village global", (Helsinki), organisée par des organisations finlandaises membres de l'AISS. A. Parent-Thirion a fait une communication "La coordination dans les politiques d'activation pour les allocataires d'un revenu minimum : premières conclusions d'une étude dans 11 pays". Exposition de la Fondation (V. Quinn)

25-27 - Le travail sans limites, (Bruxelles), organisé par SALTSA-BTS. P. Paoli a fait une communication sur la Troisième enquête européenne sur les conditions de travail. Exposition de la Fondation (V. Quinn)

27-29 - Réduire les inégalités sociales dans la santé, (Copenhague), organisé par le ministère danois de la Santé, la municipalité de Copenhague, l'OMS. R. Anderson a fait une communication "L'implication des citoyens dans les partenariats pour le développement local - leçons à tirer de l'expérience européenne".

Octobre

3-5 - Conférence sur le Dialogue global EXPO 2000, incorporant (1) La conférence de la CES sur les syndicats et l'élargissement et (2) la réunion du Comité éditorial de transfert de l'ISE, (Hanovre), organisée par HBF (Allemagne), la CES, l'ISE. R.-P. Bodin a fait une communication "L'avenir des concepts novateurs de la copropriété des employés et de la codétermination". Il a participé à la Table ronde "Un travail décent au 21ème siècle" ; E. Verborgh a co-présidé le groupe d'étude 7 "Employés et employeurs - améliorer activement le monde du travail" ; R. Anderson a fait une communication "Les prestations des services publics sociaux par les organisations du troisième secteur". (R.-P. Bodin, E. Verborgh, R. Anderson). Exposition de la Fondation (V. Quinn, D. Hirschfeld)

5 - Forum international travail et santé, (Paris), organisé par la Présidence française. R.-P. Bodin était "grand témoin" pour les débats. (E. Verborgh). Exposition de la Fondation (V. Quinn, D. Hirschfeld)

6 - Conférence sur la vieillesse active, (Paris), organisée par la Confédération européenne des cadres. R. Anderson a fait une communication "Les travailleurs âgés : implications pour les politiques en matière de ressource humaines".

18-20 - Euro-environnement 2000, (Aalborg), organisé par la municipalité d'Aalborg, la Commission européenne, Norsk Hydro, le BEE, l'Agence danoise de protection de l'environnement, l'ERT et autres. H. Listke a fait une communication "Nouveaux outils européens pour le développement de produits durables". Il a présidé la session parallèle sur le développement de produits.

18-19 - Conférence "Travailler ensemble - un environnement de soutien de l'action locale en faveur de l'emploi", (Dublin), organisée par la délégation irlandaise du Comité des régions. (J. Smith, F. Oliveira, T. Kauppinen, C. Welz). Exposition de la Fondation (R. Creamer, D. Whelan)

19-20 - Réunion du Comité sur l'accès à l'emploi dans les PECO, (Strasbourg), organisée par le Conseil de l'Europe. (K. O'Kelly)

23 - Conférence sur le harcèlement moral, (Bruxelles), organisée par le ministère du Travail. P. Paoli a fait une communication "Le harcèlement au travail : un état de la situation en Europe".

23-24 - Conférence sur les services de formation et d'emploi pour les demandeurs d'emploi âgés, (Malte), organisée par Employment and Training Corporation, Association mondiale des services d'emploi publics. R. Anderson a fait une communication "Lutter contre les barrières de l'âge dans l'emploi".

24-26 - 7ème conférence internationale sur les problèmes stratégiques en matière d'assurance, (Londres), organisée par la Geneva Association. R. Anderson a fait une communication "Une nouvelle conception pour la fin de carrière".

25-27 - 3ème colloque européen de la Prévention des Risques, (Niort), organisé par le European Risk Prevention Centre. R. Anderson a fait une communication "Evaluer les besoins des personnes dépendantes dans l'UE".

Novembre

2-3 - Conférence sur le vieillissement, le marché du travail et la politique sociale, (Athènes), organisée par l'Institut national du travail, appuyée par la Commission européenne. R. Anderson a fait une communication "Les mesures sur le marché du travail pour améliorer les opportunités d'emploi pour une force de travail vieillissante".

6 - Séminaire sur la citoyenneté de l'entreprise : mise de en œuvre de l'inclusion sociale, (Dublin), organisé par l'Institute of European Affairs. A. Parent-Thirion a fait une communication "Un cadre conceptuel pour l'inclusion sociale" (K. O'Kelly)

7-9 - Semaine de l'emploi 2000, (Bruxelles), organisée par la DG Emploi et affaires sociales de la Commission européenne, le Parlement européen. Exposition de la Fondation (V. Quinn, D. Politis, B. Chairdon)

9-10 - Première Convention européenne du monde des affaires, (Bruxelles), organisée par EBNSC. (M. Miller)

10 - Fusions et restructuration en Europe : faut-il de nouvelles régulations sociales ?, (Paris), organisée par la Présidence française. R.-P. Bodin a fait une communication "Nous avons besoin d'euro-régulations".

17 - Séminaire sur la santé publique en Europe - le lien irlandais, (Dublin), organisé par l'Institute of Public Health in Ireland. (R. Anderson)

17-18 - Conférence sur l'actionnariat des employés en Europe, (Paris), organisée par le SEI. H. Krieger a fait une communication "Perspectives de la participation financière en Europe".

20-21 - Conférence sur les comités d'entreprise européens, (Paris), organisée par la CES. H. Krieger a fait une communication "Les comités d'entreprise européens comme forme d'accord avec la direction centrale". Exposition de la Fondation (R. Creamer)

21 - 4ème Congrès international sur les conditions de travail, (Bilbao), organisé par FAASP-INHS. D. Politis a présenté les résultats de la 3ème enquête. Exposition de la Fondation (J. M. Fernandez)

24 - La modernisation de l'organisation du travail, (Paris), organisé par l'Association française d'étude des relations professionnelles (AFERP). M. Miller a été membre du panel : Table ronde 2 - initiatives européennes.

30 - Harcèlement et citoyenneté au travail, (Paris), organisé par le Centre ESTA, le ministère de l'Emploi et de la solidarité. R.-P. Bodin a fait une communication "Les stratégies internes à l'entreprise".

30-1er - Les stratégies territoriales de l'emploi, (Strasbourg), organisé par la Présidence française. Exposition de la Fondation (G. Sánchez, A. Caomhanach)

Decembre

1er - Conférence sur l'inspiration pour le changement, (Bruxelles), organisée par le Sociaaleconomisch Raad van Vlaanderen (SERV). K. O'Kelly a fait une communication "Emploi et innovation : résultats de l'étude EPOC".

1er - Table ronde sur la participation de la société civile, (Dublin), organisée par l'Institute of European Affairs. (H. Litske)



1er-2 - Vers un modèle européen des relations industrielles? A partir du 1er rapport de la Commission européenne, (Modène), organisé par l'Association italienne de recherche industrielle, le Centre de la Commission européenne pour les études internationales et comparatives en droit du travail et relations industrielles, l'Université de Modène, la région d'Emilie. T. Kauppinen a fait une communication "Les relations industrielles au niveau national". H. Krieger était rapporteur "Les pactes sociaux en Europe". Exposition de la Fondation (C. Galli da Bino).

4-5 - Séminaire sur l'éducation permanente, (Biarritz), organisé par le ministère français de l'Emploi et de la solidarité. (F. Oliveira)

5-7 - Information en-ligne 2000, (Londres), organisé par Learned Information. Exposition de la Fondation. (M. Barbosa, R. Creamer)

13 - Les résultats de Nice, (Dublin), organisés par l'Institute of European Affairs. (J. Smith, C. Welz)

14 - L'économie et la santé et la sécurité au travail, (Moscow), organisé par l'OIT, le Centre russe de sécurité au travail. (H. Litske)

14-16 Réunion annuelle/Colloque de la Présidence sur l'Accès aux services de soins pour les plus défavorisés, (Paris), organisés par le l'EUPHA et la Présidence française. R. Anderson a fait une communication "Renforcer l'action de communication locale".

18-19 - Le travail en mutation, (Paris), organisé par la Présidence française. R.-P. Bodin a présidé la session "Avenir de l'entreprise et avenir du travail". Exposition de la Fondation. (V. Quinn)

Annexe 8

Publications de la Fondation

Renforcement et intégration de l'égalité par la négociation collective
FR, DE, IT, DA, NL, GR, ES, PT, FI, SV

Temps de la ville et qualité de vie
EN, FR, DE, IT, DA, NL, GR, ES, PT, FI, SV

Le statut de l'emploi et la sante
PT, ES, GR

Le développement durable: Initiatives pratiques
EN, FR, DE, IT, DA, NL, GR, ES, PT, FI, SV

Égalité des chances 3: Analyse d'accords innovateurs
FR, DE

Pactes pour l'emploi et la compétitivité: Concepts et problématiques
FR, DE, IT

Eirobserver (six numéros publiés)
EN

Communiqué (dix numéros publiés)
EN/FR

Programme de travail pour 2000
EN, FR, DE, IT, DA, NL, GR, ES, PT, FI, SV

Dépliant Eiro-online
EN, FR, DE, IT, DA, NL, GR, ES, PT, FI, SV

Economic Instruments for Sustainable Development: Improving the external and working environments, Part 2
EN

European Employment and Industrial Relations Glossary: Austria
EN

Dépliant: Active Strategies for an Ageing Workforce
ES, PT, FI, SV

Participating on Equal Terms
ES

Dépliant :Eurofound.ie
EN, FR, DE, IT, DA, NL, GR, ES, PT, FI, SV

Rapport annuel EIRO
EN, FR, DE

Rapport annuel 1999
EN, FR, DE, IT, DA, NL, ES, PT, FI, SV

Catalogue of Publications 2000: Employment
EN

<i>Catalogue of Publications 2000: Equal opportunities</i> EN	<i>Design for Sustainable Development: Crops for sustainable enterprise</i> EN
<i>Catalogue of Publications 2000: Health and well-being</i> EN	<i>Employment Options and Labour Market Participation</i> EN
<i>Catalogue of Publications 2000: Participation</i> EN	<i>Design for Sustainable Development: Support systems for small and medium sized enterprises</i> EN
<i>Catalogue of Publications 2000: Social cohesion</i> EN	<i>Concilier vie familiale et vie professionnelle</i> EN, DA, NL
<i>Catalogue of Publications 2000: Sustainable development</i> EN	<i>The Impact of EMU on Industrial Relations</i> EN
<i>BEST 1/99 Temps de la ville et qualité de vie</i> FR, DE	<i>Handling and Restructuring Collective Agreements on Employment and Competitiveness</i> EN
<i>BEST 1/00 Travail posté et santé</i> EN, FR, DE	<i>L'impact de l'UEM sur les relations industrielles (Résumé)</i> EN, ES
<i>La participation au marché du travail: actuellement et dans la futur</i> EN, IT, DA, NL, GR, PT, FI	<i>Pactes pour l'emploi et la compétitivité</i> EN, FR
<i>Le travail à temps plein et à temps partiel: pratiques et souhaits</i> EN, DE, IT, SV, DA, NL, GR, PT, FI	<i>Health Implications for Workers in Sustainable Production and Services</i> EN
<i>Le travail indépendant: un choix ou une nécessité?</i> EN, FR, DE, IT, SV, DA, NL, GR, PT, FI,	Les publications suivantes ont été publiées sur format électronique (pdf) et sont disponibles sur le site web de la Fondation:
<i>25 ans pour une Europe sociale</i> EN, FR	<i>Social consequences of the EMU - Summary of the Dutch national report</i> EN
<i>Flexibility and Working Conditions</i> EN	<i>Social consequences of the EMU - Summary of the Finnish national report</i> EN
<i>Negotiating European Works Councils: A comparative study of Article 6 and 13 agreements</i> EN	<i>Social consequences of the EMU - Summary of the French national report</i> EN
<i>Innovative Agreements on Employment and Competitiveness in the European Union and Norway</i> EN	<i>Social consequences of the EMU - Summary of the German national report</i> EN

- Social consequences of the EMU - Summary of the Spanish national report*
EN
- Social Public Services: quality of working life and quality of service: Germany (Summary)*
EN, DE
- Social consequences of the EMU - Summary of the U.K. national report*
EN
- Social Public Services: quality of working life and quality of service: Italy (Summary)*
EN, IT
- Design for sustainable development Crops for sustainable enterprise*
EN
- Social Public Services: quality of working life and quality of service: Finland (Summary)*
EN, FI
- Flexibility and working conditions: A qualitative and comparative study in seven EU Member States (Summary)*
EN
- Social Public Services: quality of working life and quality of service: Overview (Summary)*
EN
- Design for sustainable development: Support Systems for small and medium-sized enterprises*
EN
- Combating age barriers in employment (Summary)*
GR
- Les rapports de recherche suivants sont disponibles en format pdf à la Fondation:
- Review of Negotiating European Works Councils: A comparative study of Article 6 and Article 13 Agreements*
EN
- Employment and Sustainability - Work by the European Foundation 1993 - 1997*
EN
- Web version of Four Year Rolling Programme*
EN
- Employment and Sustainable Development - The Role of Local Environmental Initiatives in job creation*
EN
- Social Public Services: quality of working life and quality of service: Austria (Summary)*
EN, DE
- SMEs and the Environment in the Local Context: Issues for Southern Member States*
EN
- Social Public Services: quality of working life and quality of service: Denmark (Summary)*
EN, DA
- Employment Options of the Future - Family and Career*
EN
- Social Public Services: quality of working life and quality of service: Greece (Summary)*
EN
- Interest in Self-employment*
EN
- Services sociaux publics: qualité de la vie de travail et qualité du service: Belgique (Résumé)*
EN, FR
- Working time and place of work - A first analysis of the survey results*
EN
- Social Public Services: quality of working life and quality of service: Spain (Summary)*
EN, ES
- Social Implications of EMU - Finland*
EN
- Les services publics sociaux en France: qualité de la vie professionnelle et qualité du service (Résumé)*
EN, FR
- Social Implications of EMU - Germany*
EN
- Social Implications of EMU - Spain*
EN



<i>Social Implications of EMU - France</i> EN	<i>Professional education and training for Sustainable development in Germany</i> DE
<i>Social Implications of EMU - UK</i> EN	<i>Professional education and training for Sustainable development in UK/Holland</i> EN
<i>Social Implications of EMU - The Netherlands</i> EN	<i>Professional education and training for Sustainable development in Denmark/Sweden</i> EN
<i>Economic Instruments for Sustainable Development - Improving the External and Working Environments: Part 3</i> EN	<i>Professional education and training for Sustainable development in Italy</i> EN
<i>Flexibility and working conditions: A European bibliographical review</i> EN	<i>Professional education and training for Sustainable development in Spain</i> EN
<i>Flexible employment policies and working conditions Finland</i> EN	
<i>Flexible employment policies and working conditions France</i> EN, FR	
<i>Flexible employment policies and working conditions Germany</i> EN, DE	
<i>Flexible employment policies and working conditions Italy</i> EN, IT	
<i>Flexible employment policies and working conditions The Netherlands</i> EN	
<i>Flexible employment policies and working conditions Spain</i> EN, ES	
<i>Flexible employment policies and working conditions U.K.</i> EN	
<i>Professional education and training for Sustainable development Belgium</i> FR	
<i>Professional education and training for Sustainable development in France</i> FR	

Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail

Rapport annuel 2000

2001 - 54pp. - 21cm x 29.7cm